



Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores



N°21

www.banque-comores.km

AVANT PROPOS	1
I. EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX	2
1.1. <i>Progression des exportations</i>	2
1.2. <i>Progression des importations</i>	4
II. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE	7
2.1. <i>La masse monétaire et ses contreparties</i>	7
2.2. <i>L'activité bancaire</i>	10
2.3. <i>La chambre de compensation</i>	14
2.4. <i>Les opérations de change manuel et transferts d'argent</i>	15
2.5. <i>Taux d'intérêt et de change</i>	16
III. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION	17
IV. NOTE THEMATIQUE : SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR L'OPTIMISATION DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE EN UNION DES COMORES	19
ANNEXES :.....	25

AVANT PROPOS

Au dernier trimestre 2018, l'activité économique s'est améliorée par rapport au troisième trimestre, malgré le repli de certains indicateurs.

Les échanges commerciaux sont marqués par une hausse de 15,4% par rapport au troisième trimestre 2018, en liaison avec la progression simultanée des importations de biens (+15,4%) et des exportations de biens (+15,2%) sur la période.

En outre, l'activité du secteur bancaire s'est consolidée, avec un total des bilans consolidés des Etablissements de Crédit qui s'est établi à 128 milliards.

Les envois de fonds via les sociétés spécialisées et les opérations de change manuel enregistrés par le système bancaire et financier ont baissé de 17% par rapport au troisième trimestre 2018 pour se situer à 17,1 milliards à fin décembre 2018 contre 20,4 milliards le trimestre précédent. En revanche, par rapport à 2017, ces envois de fonds ont augmenté de 43%.

S'agissant de la masse monétaire, elle a enregistré une progression de 1,6%, en liaison avec la hausse des avoirs extérieurs nets (+2,3%), en dépit de la légère baisse du crédit intérieur (-0,8%)

Le solde d'opinion des dirigeants des établissements de crédit dans la perception de la conjoncture affiche un repli de l'activité

dans le système bancaire au dernier trimestre 2018, même si certains indicateurs présentent des améliorations. En effet, l'environnement économique ne s'est pas amélioré depuis le troisième trimestre, affichant une détérioration du solde d'opinion s'établissant à -0,3 point au quatrième trimestre 2018 contre -0,2 point au troisième trimestre.

Les dirigeants des établissements bancaires affichent également des perspectives qui ne sont toujours pas favorables pour le premier trimestre 2019. En effet, le premier trimestre 2019 aura les mêmes tendances, avec néanmoins, des progressions pour certains indicateurs, notamment les crédits d'exploitations et les crédits d'équipement aux entreprises.

Dans la partie thématique de ce numéro, nous vous présentons brièvement le déroulement du Séminaire de haut niveau organisé par la Banque Centrale afin de trouver des pistes pour l'optimisation du financement de l'économie aux Comores. Présents dans cette rencontre sous le patronage du Chef de l'Etat, le ministère des Finances, le ministère de la justice, les partenaires au développement (l'APBEF, l'UCCIA, le MODEC, la NOUVELLE OPACO, ANKIBA, l'ANPI, le CGP...) et les responsables des institutions concernées, se sont engagées à œuvrer pour améliorer le financement bancaire de l'économie comorienne.

Dr Younoussa Imani

Gouverneur

I. Evolution des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux ont crû de 15,4% entre le troisième et le quatrième trimestre 2018, s'établissant à 35,2 milliards au dernier trimestre 2018 contre 30,5 milliards le trimestre précédent. Cette évolution est attribuable simultanément aux importations de biens (+15,4%) et aux exportations de biens (+15,2%). Par ailleurs, le déficit commercial s'est creusé de 15,5% sur la période, en liaison par une hausse des importations plus conséquente que la hausse des exportations étant donné le poids que représente les importations dans le commerce extérieur comorien.

Néanmoins, en glissement annuel, les échanges commerciaux ont enregistré une baisse de près de 4,1%, liée au repli des expéditions de vanille en décembre 2018. Toutefois, le déficit commercial ne s'est détérioré que de 6,9% par rapport au dernier trimestre 2017.

Pour sa part, la couverture des importations par les exportations s'est consolidée autour de 25,4% au dernier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent.

Tableau 1 : Evolution des indicateurs en millions FC sauf indication

Données FOB	T4.2017	T1.2018	T2.2018	T3.2018	T4.2018
Exportations	8 545,7	2 309,7	1 908,2	6 178,5	7 118,8
Importations	28 110,1	18 543,5	30 114,2	24 289,6	28 038,3
Echanges commerciaux	36 655,8	20 853,3	32 022,4	30 468,1	35 157,1
Balance commerciale	-19 564,4	-16 233,8	-28 206,0	-18 111,2	-20 922,5
Taux de couverture (%)	30,40	12,46	6,34	25,44	25,39

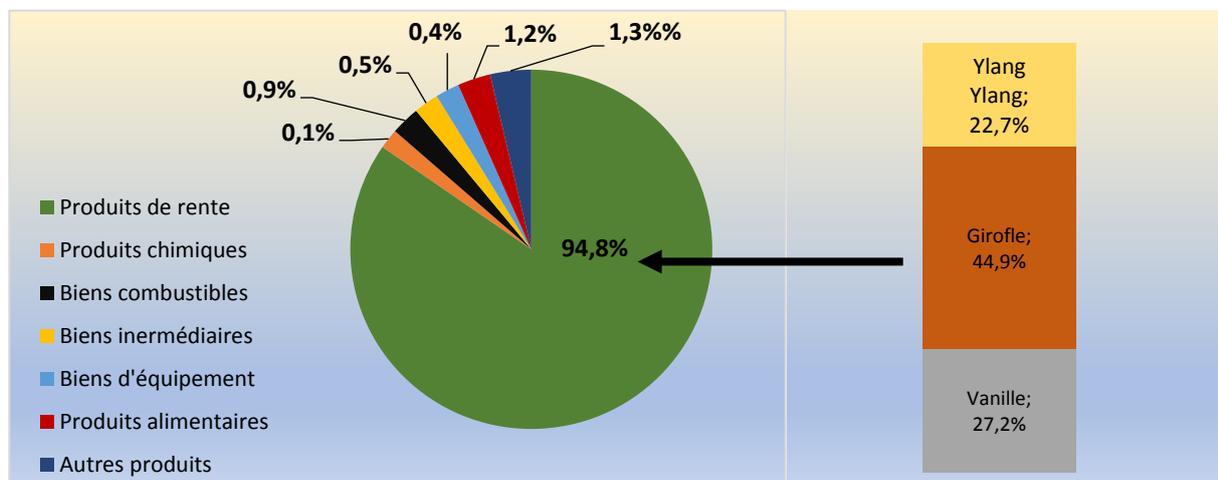
Source : Banque Centrales des Comores

1.1. Progression des exportations

Dominées par les produits de rente, les exportations de biens se sont établies à 7,1 milliards au dernier trimestre 2018 (dont 6,7 milliards de produits de rente) contre 6,1 milliards au troisième (dont 4,2 milliards de produits de rente).

Ces produits de rente ont représenté 94,8% des exportations totales au dernier trimestre 2018, dont 22,7% pour l'ylang-ylang, 44,9% pour le girofle et 27,4% pour la vanille.

Figure 1 : Exportations par catégorie de biens au quatrième trimestre 2018



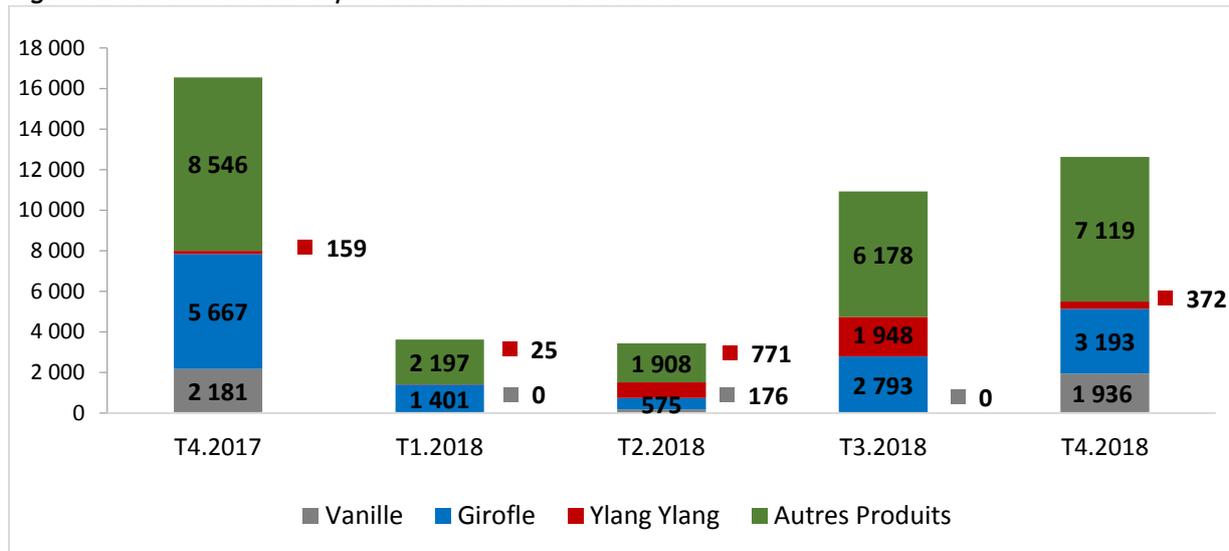
Sources : Douanes, BCC

Tableau 2 : Evolution des produits d'exportation en millions FC

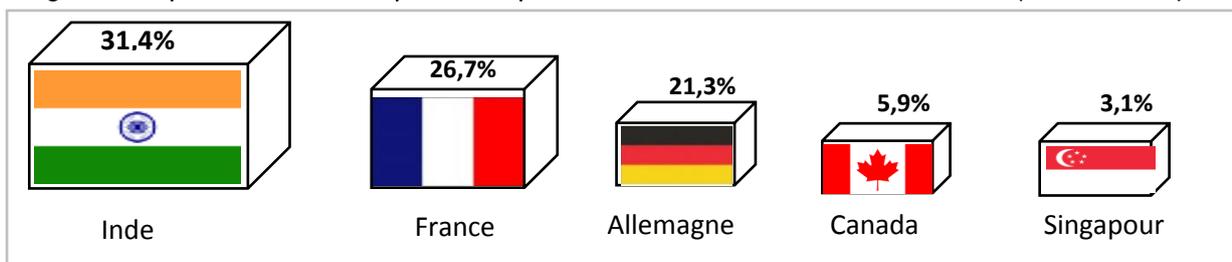
Produits	Montant en millions FC					Variation (%)	
	T4.2017	T1.2018	T2.2018	T3.2018	T4.2018	Trimestrielle	Gliss.Annuel
Vanille	2 181	0	176	0	1 936		-11,2
Girofle	5 667	1 401	575	2 793	3 193	14,3	-43,7
Ylang -ylang	538	771	386	1 437	1 617	12,5	200,4
Autres	159	138	771	1 948	372	-80,9	134,0
Total	8 546	2 310	1 908	6 178	7 119	15,2	-16,7

Source : Douanes, BCC

- La vanille a rapporté près de 2 milliards de recettes d'exportation au dernier trimestre 2018, en liaison avec les grosses expéditions de ce produit réalisées au cours de ce trimestre. Cependant, en glissement annuel, ce produit a enregistré une baisse de 11,2% au niveau de ses recettes d'exportation.
- Le girofle pour sa part a enregistré 3,2 milliards de recettes d'exportation contre 2,8 milliards le trimestre précédent, soit une hausse de 14,3%. En glissement annuel, le girofle a enregistré une baisse de -43,7%.
- L'ylang-ylang a également vu ses recettes d'exportation augmenter par rapport au troisième trimestre 2018 pour s'établir à 1,6 milliard au dernier trimestre après 1,4 milliard le trimestre précédent.

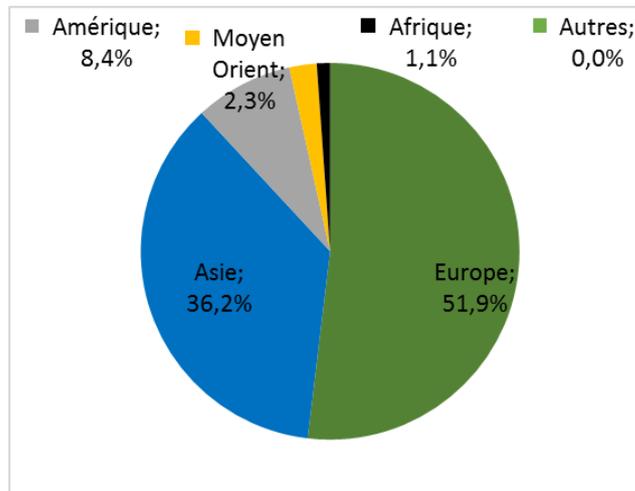
Figure 2 : Evolution des exportations en millions de FC


Source : BCC

Figure 3 : Top 5 de destinations pour les exportations comoriennes au 4^{ème} trim. 2018 (en % du total)


Source : BCC

Par zone géographique, le marché européen a gardé son premier rang dans la destination des produits comoriens. Au dernier trimestre 2018, ce marché a absorbé près de 52% des exportations comoriennes contre 50,8% le trimestre précédent. La France demeure le principal client du pays dans ce marché en achetant principalement des produits de rente. Elle a capté à elle seule plus de la moitié des produits comoriens dans la zone euro. Toutefois, son poids a baissé par rapport au troisième trimestre 2018 au profit des autres pays de la région.



contre 39,9% le trimestre précédent. Sur ce marché, l'Inde devient le principal client, en captant 86,5% des produits en provenance des Comores, qui sont principalement des produits alimentaires, des biens intermédiaires et du girofle.

Pour le marché africain, le COMESA reste la principale destination des produits comoriens. Cette sous-région a capté près de 99% des produits vendus dans le marché africain, qui sont des biens intermédiaires. Par ailleurs, l'Inde devient la première

destination des exportations avec 31,4% des exportations au détriment de la France qui a capté 26% des ventes comoriennes composées principalement de girofle et des essences d'ylang-ylang.

Le marché asiatique, toujours en deuxième position a capté 36,2% des ventes comoriennes au dernier trimestre 2018

1.2. Progression des importations

Les importations CAF ont augmenté de 15,4% par rapport au troisième trimestre 2018 pour s'établir à 32,9 milliards au dernier trimestre 2018 après 28,6 milliards au trimestre précédent. Cette évolution est

principalement liée à la hausse des importations de tous les types de biens à l'exception des produits alimentaires qui ont enregistré une baisse de 10,5% sur la période.

Tableau 3 : Evolution des produits importés en millions FC

Produits	Montant en millions FC					Variation (%)	
	T4.2017	T1.2018	T2.2018	T3.2018	T4.2018	Trimestrielle	Gliss.Annuel
Produits alimentaires	12 866	6 208	8 024	10 414	9 319	-10,5	-27,6
Produits énergétiques	3 205	6 322	6 728	5 845	7 093	21,4	121,3
Biens d'équipements	9 813	4 127	14 674	5 820	8 416	44,6	-14,2
Biens intermédiaires	5 982	4 602	5 162	5 639	6 143	8,9	2,7
Autres Produits	1 206	555	840	858	2 018	135,3	67,4
Total	33 071	21 816	35 428	28 576	32 989	15,4	-0,2

Source : Douanes, BCC

En effet, les produits énergétiques se sont établis à 7,1 milliards au quatrième trimestre 2018 contre 5,8 milliards le trimestre précédent, soit une hausse de 21,4% en

liaison avec la hausse des importations de gazole (+14,9%) et de pétrole (+89,8%) ; l'essence ayant enregistré une baisse (-6,7%).

Les biens d'équipement pour leur part ont enregistré une hausse de 44,6% pour s'établir à 8,4 milliards contre 5,8 milliards le troisième trimestre 2018, en liaison avec la hausse des importations des camions et engins. Il faut noter que le début des travaux de la route du sud ainsi que les travaux de construction d'un complexe dans le nord de Ngazidja expliquent pour une grande partie la nette hausse des importations de camions et engins en 2018.

Les biens intermédiaires ont enregistré une hausse de 8,9% par rapport au troisième trimestre pour s'établir à 6,1 milliards contre 5,6 milliards le trimestre précédent.

En revanche, les importations de produits alimentaires ont baissé pour s'établir à 9,3 milliards au dernier trimestre 2018 contre 10,4 milliards le trimestre précédent. Cette évolution est imputable à la contraction des importations des produits carnés et des boissons. En effet, les importations de produits carnés ont enregistré une baisse de 39% par rapport au troisième trimestre 2018 pour se situer à 2,1 milliards au quatrième trimestre 2018 contre 3,5 milliards le trimestre précédent.

La facture d'importation des produits céréaliers, des condiments et des produits

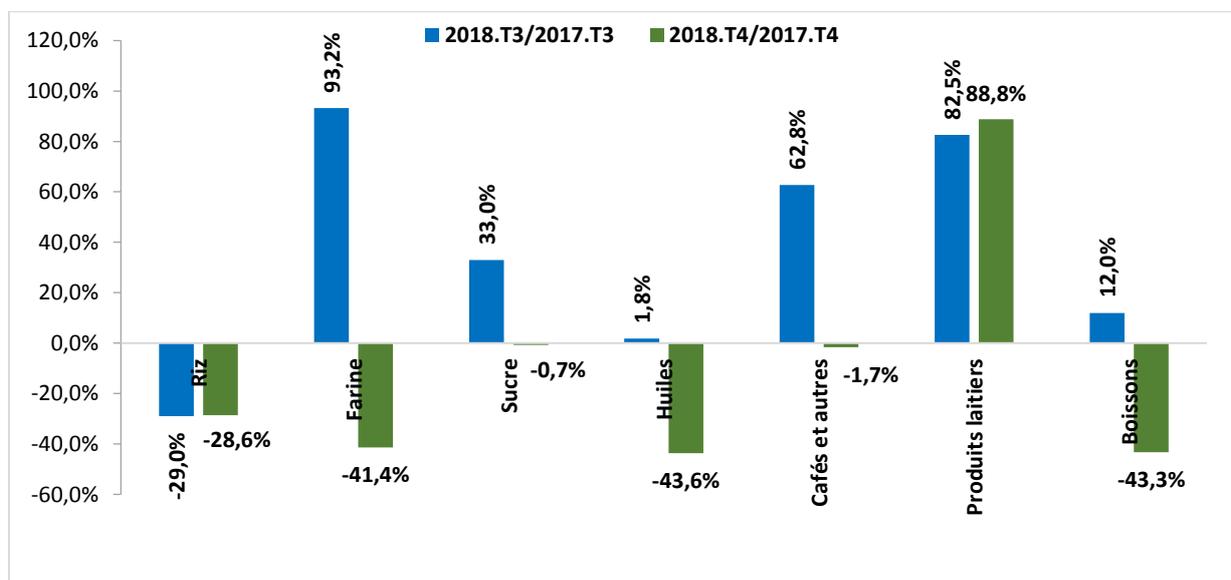
laitiers a en revanche augmenté en liaison avec la hausse des importations de certains biens contenus dans ces paniers :

- Les produits céréaliers se sont établis à 4,7 milliards contre 4,4 milliards le troisième trimestre 2018, en liaison avec la hausse des importations de riz (+19,9%), atténuée par la baisse des importations de farine (-54,9%) ;
- Les importations de condiments se sont consolidées autour de 0,9 milliard au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2018 ;
- Les produits laitiers pour leur part, ont vu leurs importations augmenter de 6% par rapport au troisième trimestre 2018.

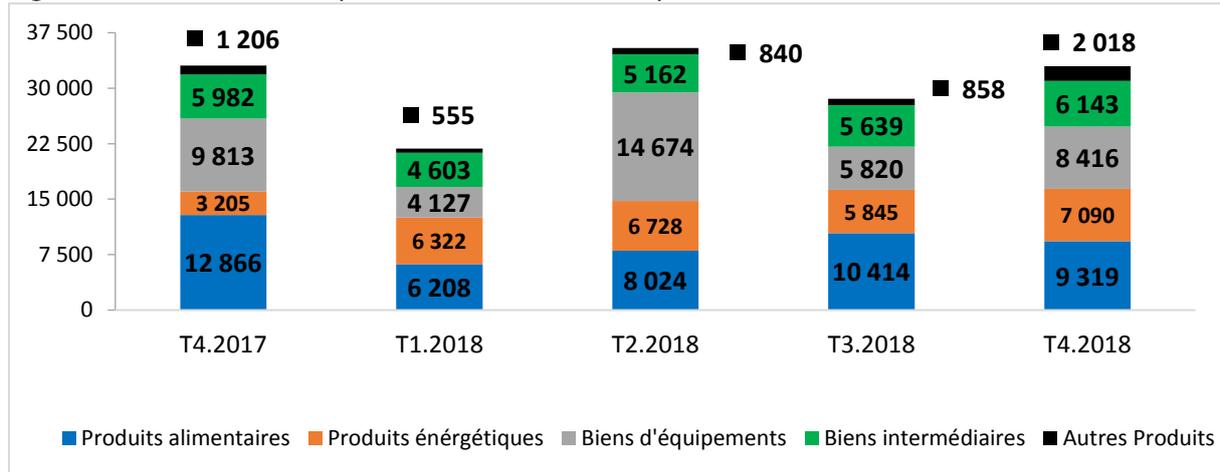
En outre, les importations d'animaux vivant sont également en hausse par rapport au troisième trimestre 2018 ressortant à 0,6 milliard au dernier trimestre 2018 contre 0,3 milliard au trimestre précédent.

En glissement annuel, les importations de biens ont légèrement baissé (-0,2%), en liaison avec la baisse des importations des produits alimentaires (-27,6%) et des biens d'équipement (-14,2%), en dépit de la forte hausse des importations des produits énergétiques.

Figure 4 : Variation en glissement annuel de quelques produits alimentaires en pourcentage



Source : BCC

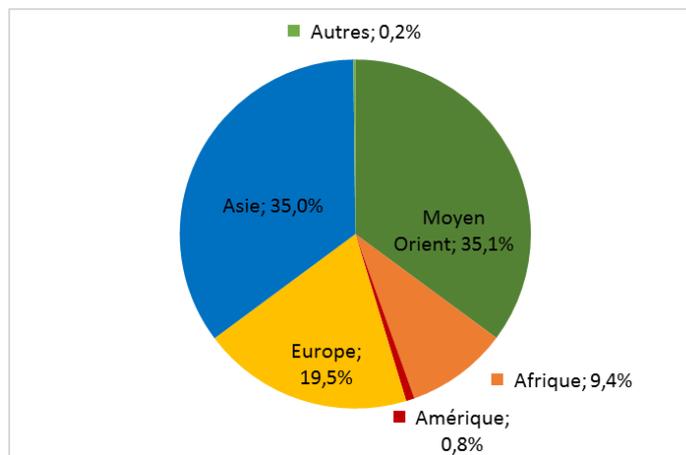
Figure 5 : Evolution des importations en millions FC par nature


Sources : Douanes, SCH, BCC

Par zone géographique, le Moyen-Orient devient le premier fournisseur des Comores au quatrième trimestre 2018 en détrônant le marché asiatique de 0,1 point de pourcentage seulement. Dans ce marché, les achats principalement constitués de produits pétroliers, se sont établis à 11,6 milliards contre 8,6 milliards le troisième trimestre 2018. Près de 97% des importations en provenance de ce marché ont été fournis par les Emirats, principale fournisseur des Comores.

Le marché asiatique, en

deuxième position a vu sa part dans les importations totales, baisser pour s'établir à 35,0% après 35,6% le troisième trimestre 2018, en dépit de la hausse des importations en provenance de ce marché. Ces derniers se sont établis à 11,5 milliards au dernier trimestre 2018 contre 10,2 milliards le troisième trimestre. La Chine reste le principal fournisseur des Comores dans ce marché avec 25,9% de part, suivi du Japon avec 14% des importations sur ce marché.



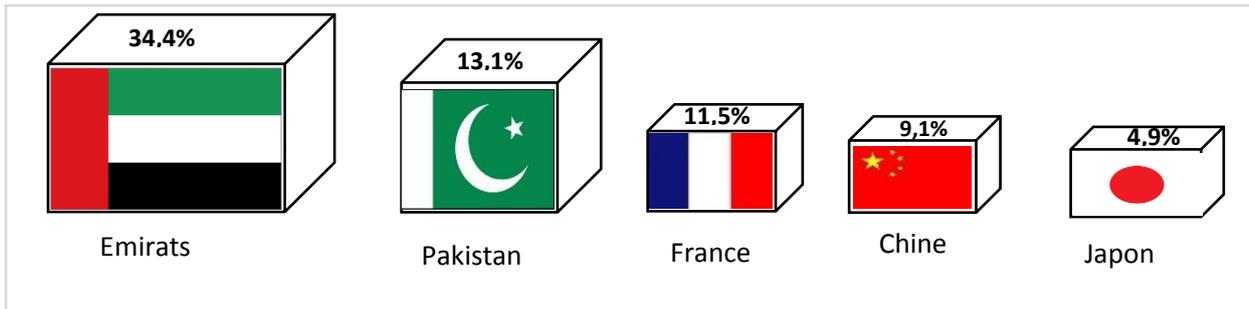
Occupant la troisième place de fournisseurs des Comores, le marché européen a fourni 19,5% des importations contre 22,2% le troisième trimestre. Sur ce marché, la France demeure le principal fournisseur des Comores avec 58,9% de part des importations en provenance d'Europe.

S'agissant de l'Afrique, les importations en provenance de ce continent se sont établies à 3,1 milliards au dernier trimestre contre 2,9 milliards le trimestre précédent, soit une hausse de 7%.

Dans ce marché, les pays du COMESA sont les principaux fournisseurs des Comores, plus principalement Madagascar et Maurice qui ont capté respectivement 45,0% et 18,2%.

Par ailleurs, les Emirats Arabes Unis restent de loin les principaux fournisseurs des Comores grâce à leur approvisionnement en produits pétroliers, en dépit de la baisse de leur part dans le total des importations (-22,2%), pour s'établir à 34,4% du total des importations comoriennes. Le Pakistan arrive en deuxième position avec 13,1%.

Figure 6 : Top 5 de provenance pour les importations des Comores au deuxième trimestre 2018 en % du total



Source : BCC

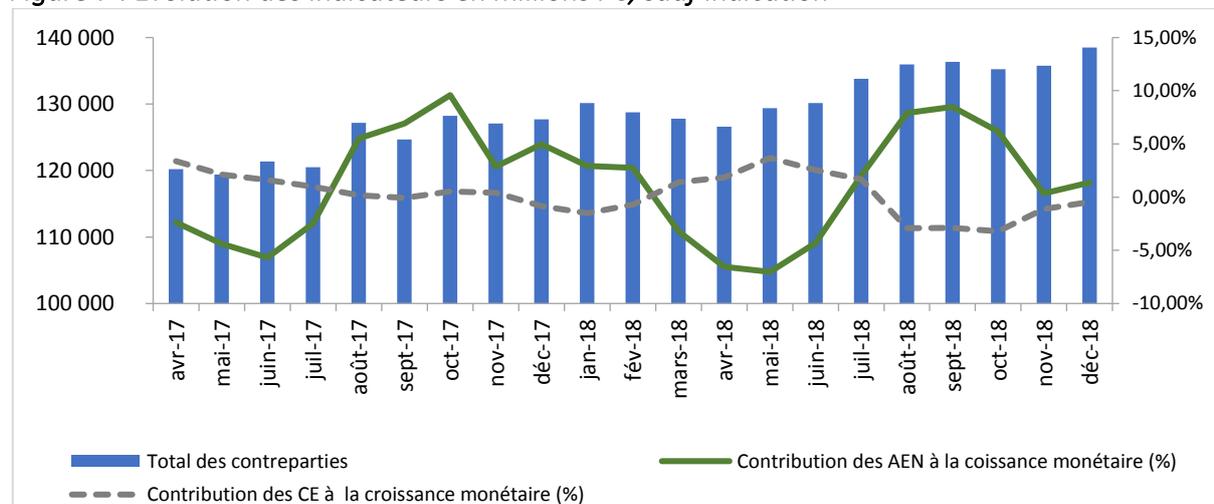
II. Evolution de la situation monétaire

2.1. La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire a poursuivi sa tendance amorcée depuis le deuxième trimestre 2018, en dépit du recul affiché au mois d'octobre. A fin décembre, elle a enregistré une hausse de 1,6% pour s'établir à 138,5 milliards contre 136,3 milliards. Cette progression est liée à la hausse de sa contrepartie extérieure

(+2,3%); sa contrepartie intérieure ayant légèrement baissé (-0,8%). Cette position extérieure nette a contribué à hauteur de 1,36% à la croissance monétaire. En glissement annuel, la masse monétaire a augmenté de 8,5%.

Figure 7 : Evolution des indicateurs en millions FC, sauf indication



Source : BCC

2.1.1. Accroissement des avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se sont établis à 76 milliards à fin décembre 2018 contre 72,9 milliards à fin septembre 2018. Cette progression est principalement tirée de la hausse de la position extérieure de la Banque Centrale (+4,2%). En effet les avoirs extérieurs nets de la Banque ont enregistré une hausse

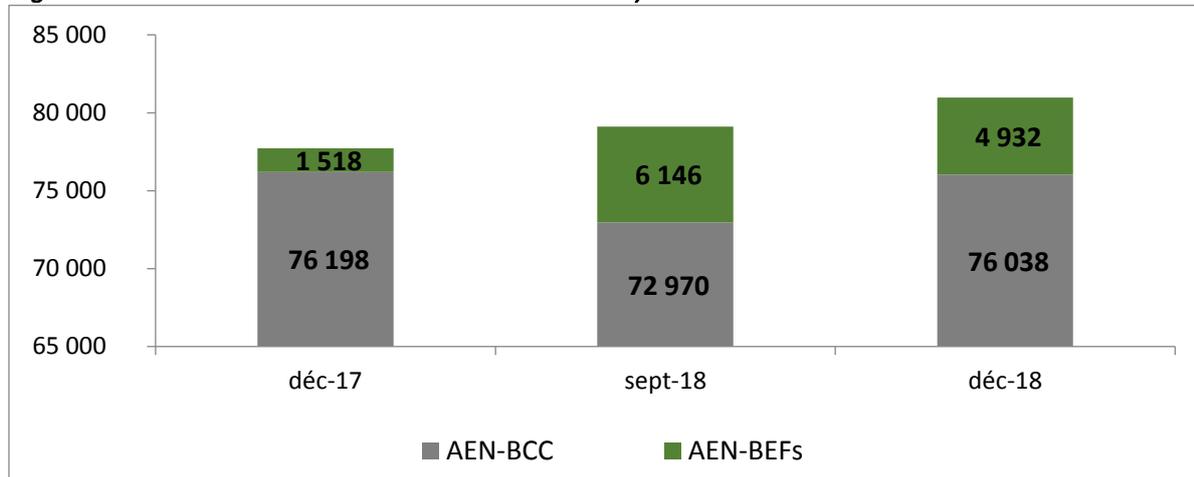
sous l'impulsion de ses actifs extérieurs plus particulièrement les encaisses en devises en raison des vacances de fin d'année et le retour au pays de la diaspora pour la célébration des festivités des grands mariages. Parallèlement, le paiement régulier des échéances du prêt FEC a entraîné une

diminution des engagements extérieurs de la Banque Centrale. Les Banques et Etablissements Financiers ont pour leur part connu une baisse de leur position extérieure nette (-19,8%). Elle est passée de 6,1 milliards

à fin septembre 2018 à 4,9 milliards à fin décembre 2018.

En glissement annuel les avoirs extérieurs nets du système ont augmenté de 3,3 milliards soit 4,2% par rapport à fin décembre 2017.

Figure 8 : Evolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire en millions FC



Source : BCC

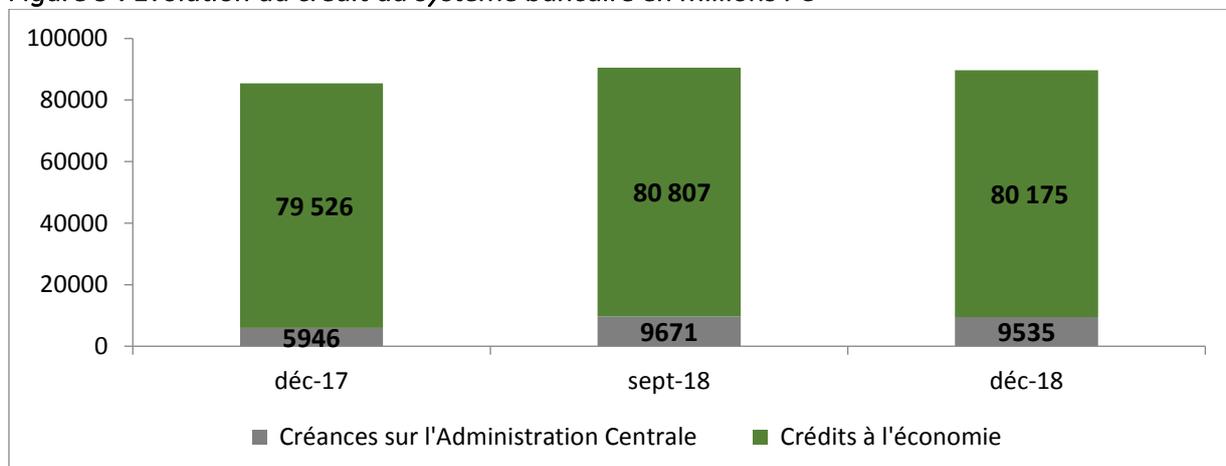
2.1.2. Repli du crédit intérieur

Au quatrième trimestre 2018, l'encours du crédit intérieur a poursuivi sa baisse amorcée depuis le trimestre précédent. Ce recul est observé aussi bien au niveau des créances sur l'Administration Centrale qu'au niveau des crédits à l'économie. En effet, les créances nettes à l'Etat sont passées de 9,7 milliards à fin septembre 2018 à 9,5 milliards trois mois après. Parallèlement, les crédits à l'économie

se sont légèrement contractés passant de 80,8 milliards à fin septembre à 80,2 milliards à fin décembre.

En revanche, en glissement annuel le crédit intérieur a crû de 5,2% pour se situer à 4,2 milliards par rapport à son niveau de décembre 2017.

Figure 9 : Evolution du crédit du système bancaire en millions FC



Source : BCC

2.1.3. Composantes de la masse monétaire

Au dernier trimestre 2018, l'analyse de la masse monétaire à partir de ses composantes a fait ressortir les évolutions suivantes :

➤ La circulation fiduciaire hors banques (représentant 25,9% de la masse monétaire) s'est consolidée à 35,9 milliards à fin décembre 2018 contre 35,6 milliards à fin septembre 2018.

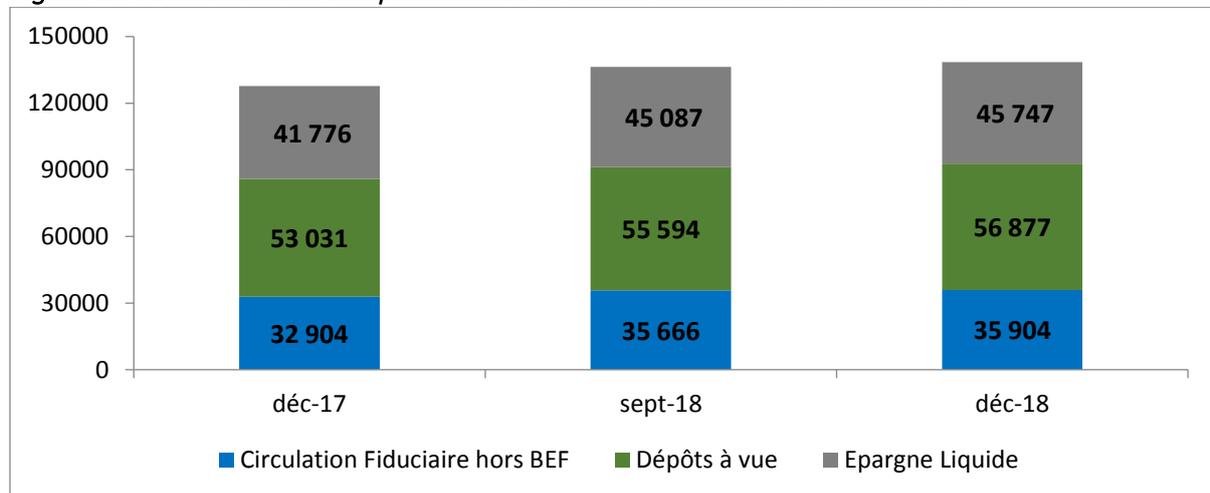
➤ Les dépôts à vue, représentant 41,1% de la masse monétaire se sont établis à 56,8 milliards contre 55,6 milliards à fin septembre

2018, en liaison avec la hausse des dépôts de la Banque Centrale (+69,8%) et des banques et établissements financiers (+0,4%).

En somme, les disponibilités monétaires (M1) ont progressé de 1,7% (soit à 92,8 milliards à fin décembre 2018, contre 91,3 milliards trois mois auparavant).

➤ Les dépôts d'épargne pour leur part se sont établis à 45,7 milliards à fin décembre 2018 contre 45,1 à fin septembre, soit une progression de 1,5%.

Figure 10 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Tableau 4 : Evolution de la masse monétaire en millions FC, sauf indication

Rubriques (en millions FC)	déc-17	sept-18	déc-18*	Variation trimestrielle		Variation en g. annuel	
				Absolue	Relative (%)	Absolue	Relative (%)
Masse Monétaire	127 710	136 347	138 528	2182	1,6%	10818	8,5%
Circulation Fiduciaire (-BEF)	32 904	35 666	35 904	238	0,7%	3000	9,1%
Dépôts à vue	53 031	55 594	56 877	1283	2,3%	3846	7,3%
Dépôts d'épargne	41 776	45 087	45 747	1055	69,8%	-479	-15,7%
Avoirs Extérieures Nets	77716	79117	80970	1853	2,3%	3254	4,2%
AEN-BCC	76 198	72 970	76 038	3068	4,2%	-160	-0,2%
AEN-BEF	1 518	6 146	4 932	-1215	-19,8%	3414	224,9%
Crédit Intérieur	85 472	90 479	89 711	-768	-0,8%	4238	5,0%
A l'Etat	5946	9671	9535	-136	-1,4%	3590	60,4%
A l'économie	18 405	16 855	16 626	-632	-0,8%	649	0,8%
Autres Postes Nets	- 35 478	- 33 249	- 32 152	1096	-3,3%	3326	-9,4%

Source : Banque Centrale des Comores, * chiffres provisoires

2.2. L'activité bancaire

Le dernier trimestre 2018 est marqué par une stabilisation du total des bilans consolidés autour de 128 milliards, en liaison avec la

baisse de l'encours du crédit de près de 1,9% par rapport au trimestre précédent.

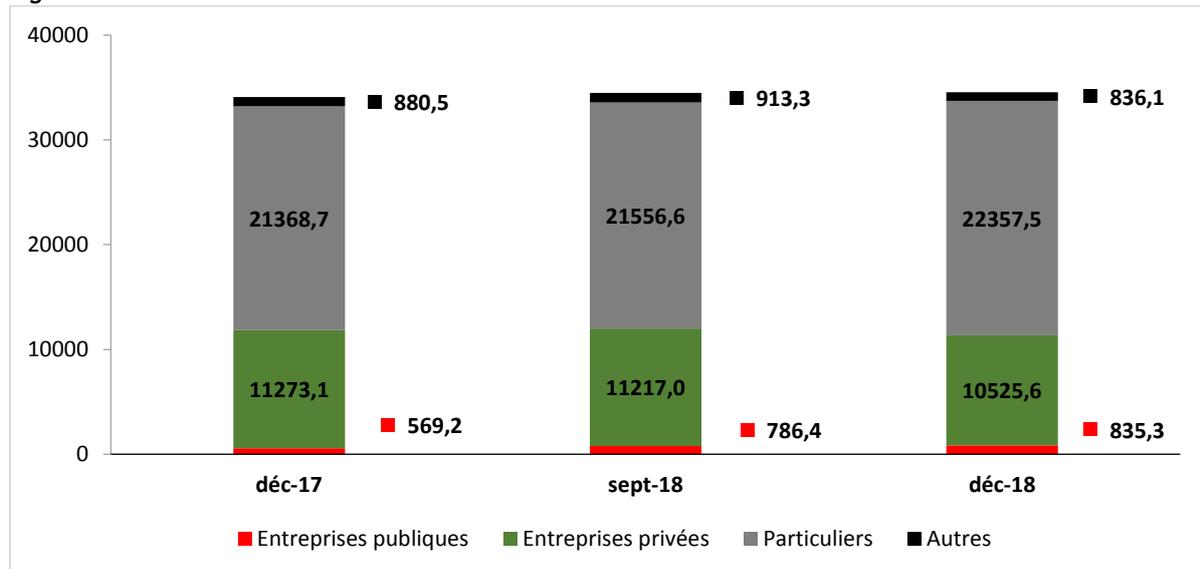
2.2.1 Repli de l'encours de crédit

Les crédits accordés par les banques et établissements financiers se sont établis à 80,1 milliards à fin décembre 2018 contre 81,7 milliards trois mois auparavant en liaison avec la baisse des crédits à moyen terme.

Les crédits à court terme se sont consolidés à 0,2% par rapport au trimestre précédent, passant de 34,5 milliards à fin septembre 2018 à 34,6 milliards à fin décembre 2018. Cette évolution masque des évolutions contrastées au niveau de ses composantes :

- Les crédits à court terme accordés aux entreprises publiques ont augmenté de 6,2% pour s'établir à 0,84 milliard contre 0,78 milliard le trimestre précédent ;
- Ceux accordés aux entreprises privées ont en revanche baissé (-6,2%), pour se situer à 10,5 milliards après avoir atteint 11,2 milliards à fin septembre 2018 ;
- L'encours du crédit à court terme octroyé aux ménages a progressé de 3,7%, passant de 21,6 milliards à fin septembre 2018 à 22,4 milliards trois mois après.

Figure 11 : Evolution des crédits à court terme en millions FC

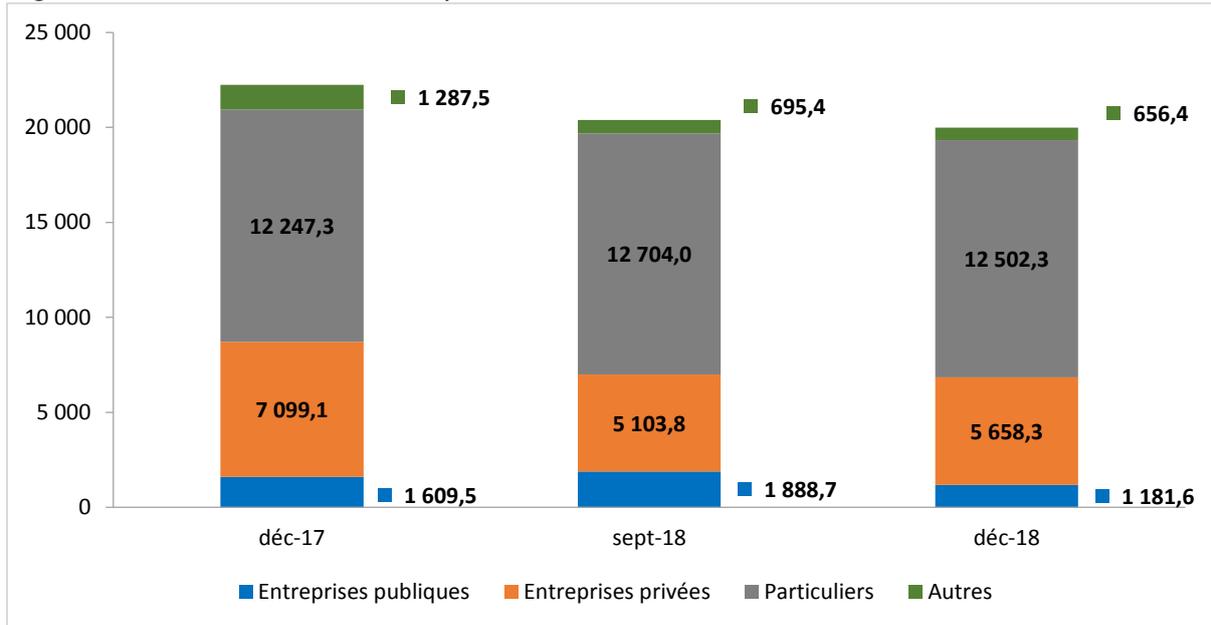


Source : BCC

En ce qui concerne les crédits à moyen terme accordé par les banques et établissements financiers, l'encours accuse un recul de 1,9% pour revenir à 19,9 milliards à fin décembre 2018 contre 20,4 milliards le trimestre

précédent, en liaison avec les crédits à moyen terme, accordés aux entreprises publiques (-37%) et aux particuliers (-1,6%), en dépit de la hausse de ceux accordés aux entreprises privées (+10,9%).

Figure 12 : Evolution des crédits à moyen terme en millions FC

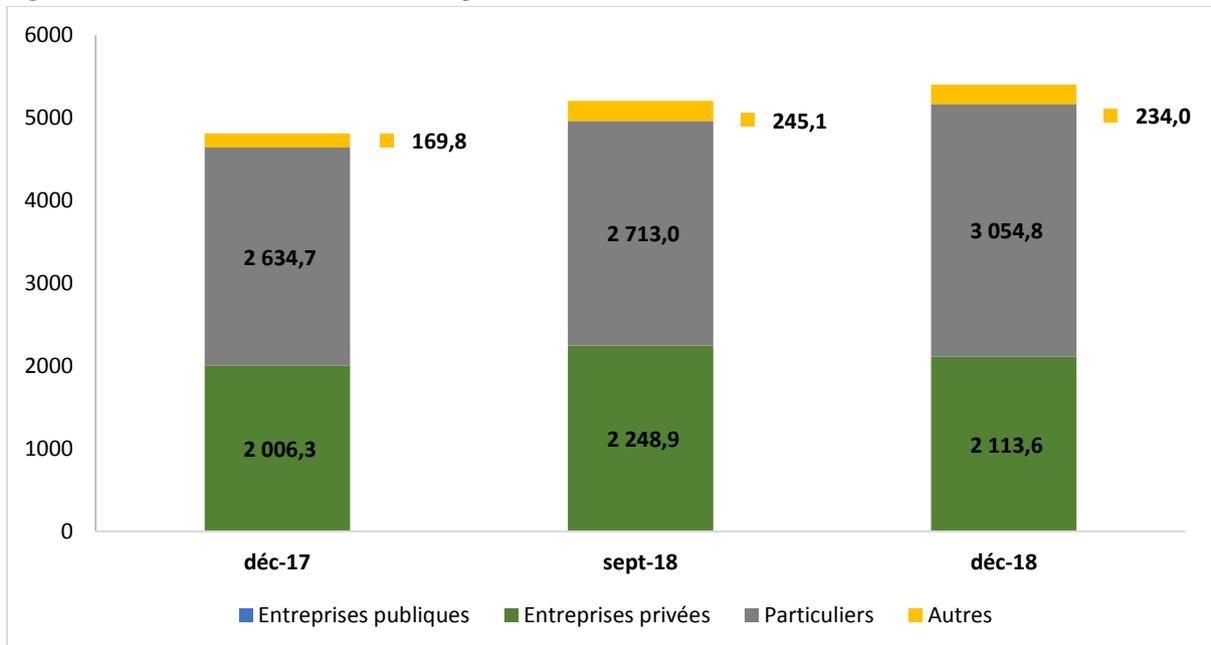


Source : BCC

Le crédit à long terme pour sa part a progressé de 3,8% pour s'établir à 5,4 milliards à fin décembre 2018 contre 5,2 milliards à fin septembre 2018, en liaison avec

la hausse des crédits à long terme octroyés aux particulier (+12,6%), ceux accordés aux entreprises privées étant en baisse (-6%).

Figure 13 : Evolution des crédits à long terme en millions de Francs Comoriens



Source : BCC

Tableau 5 : Les créances bancaires sur l'économie en millions FC

Rubriques	déc-17	sept-18	déc-18	Variation relative (%)	
				Trimestrielle	Annuelle
Crédits	80 805	81 685	80 135	-1,9	-0,8
Court terme	34 091,4	34 473,2	34 554,5	0,2	1,4
Entreprises publiques	569,2	786,4	835,3	6,2	46,7
Entreprises privées	11 273,1	11 217,0	10 525,6	-6,2	-6,6
Particuliers	21 368,7	21 556,6	22 357,5	3,7	4,6
Autres	880,5	913,3	836,1	-8,4	-5,0
Moyen terme	22 243,5	20 391,9	19 998,6	-1,9	-10,1
Entreprises publiques	1 609,5	1 888,7	1 181,6	-37,4	-26,6
Entreprises privées	7 099,1	5 103,8	5 658,3	10,9	-20,3
Particuliers	12 247,3	12 704,0	12 502,3	-1,6	2,1
Autres	1 287,5	695,4	656,4	-5,6	-49,0
Long terme	4 810,8	5 206,9	5 402,4	3,8	12,3
Entreprises publiques	-	-	-		
Entreprises privées	2 006,3	2 248,9	2 113,6	-6,0	5,3
Particuliers	2 634,7	2 713,0	3 054,8	12,6	15,9
Autres	169,8	245,1	234,0	-4,5	37,8
Autres crédits	19 659	21 613	20 179	-6,6	2,6

Source : BCC

Dans leur répartition, le financement bancaire est principalement destiné aux entreprises privées et particuliers. Ces derniers continuent de bénéficier plus de 90% des crédits. Les parts de crédits accordés aux entreprises privées et particuliers se sont consolidées autour de 39% et 57% respectivement en comparaison avec le

troisième trimestre 2018. En revanche, bénéficiant de la part la plus faible dans le financement de l'économie, les entreprises publiques ont vu leur part de crédit dans le total baisser pour se situer à 2,5% à fin décembre 2018 après avoir atteint 3,29% le trimestre précédent.

Tableau 6 : Répartition des crédits par catégorie, en pourcentage du total

Crédits par catégories	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4
Entreprises publiques	2,82	2,82	4,04	3,29	2,5
Entreprises privées	41,48	41,04	36,30	38,23	38,8
Ménages (yc secteur informel)	52,90	53,94	57,25	56,43	56,8
Autres	2,80	2,20	2,42	2,04	2,0

Source : Banque Centrale des Comores

2.2.2. Consolidation de l'encours des dépôts

A fin décembre 2018, les dépôts effectués auprès des Banques et Etablissements Financiers se sont consolidés à 104,8 milliards par rapport à fin septembre 2018 en liaison avec les évolutions contrastées des dépôts des différentes unités institutionnelles. En

effet, les dépôts effectués par les entreprises publiques ont baissé (-27,3%), toutefois, atténués par la hausse des dépôts des entreprises privées (+5,5%) et particuliers (+3,2%).

En termes de répartition, la part des dépôts des entreprises publiques dans le total a baissé pour se situer à 6,2% à fin décembre 2018 contre 8,5% trois mois avant. Celles des entreprises privées et particuliers ont en

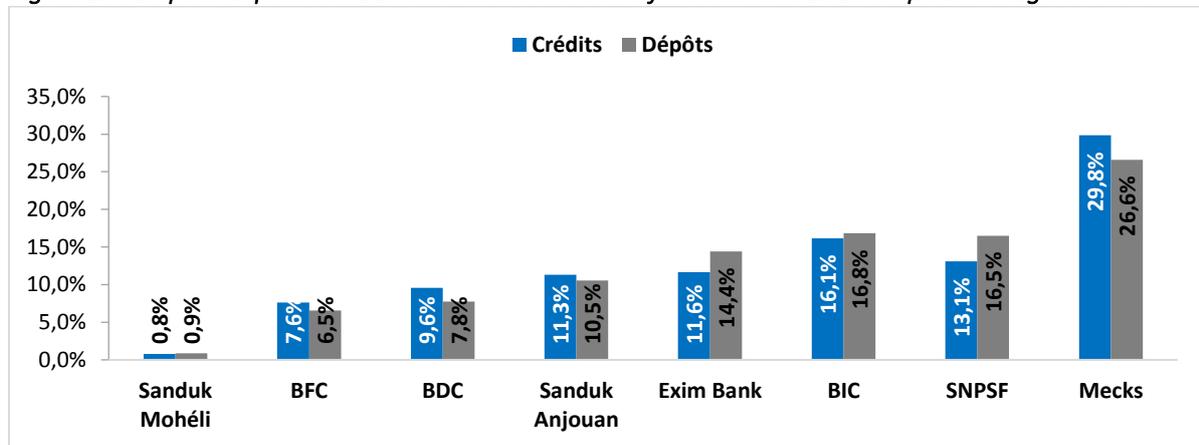
revanche augmenté pour s'établir à 19,5% et 70,6% au dernier trimestre 2018 contre 18,5% et 68,3% respectivement à fin septembre 2018.

Tableau 7 : Répartition des dépôts par catégorie, en pourcentage du total

Dépôts par catégories	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4
Entreprises publiques	8,04	4,17	7,98	8,51	6,2
Entreprises privées	16,41	18,49	18,93	18,48	19,5
Ménages (yc secteur informel)	70,38	71,30	69,58	68,34	70,6
Autres	5,16	6,04	3,52	4,67	3,7

Source : BCC

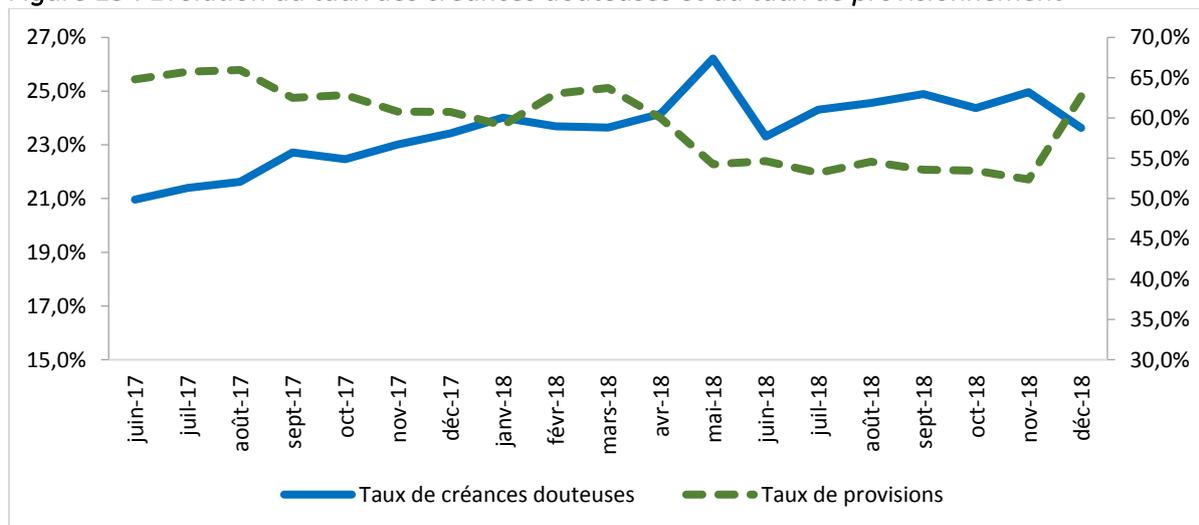
Figure 14 : Dépôts auprès des BEF et crédits accordés à fin décembre 2018 en pourcentage du total



Source : BCC

2.2.3. Les créances en souffrance

Figure 15 : Evolution du taux des créances douteuses et du taux de provisionnement



Source : BCC

Aucune amélioration n'est enregistrée au niveau de la qualité du portefeuille avec un taux de créances douteuses de 23,6% à fin décembre 2018 contre 23,4% trois mois

avant. Ces créances en souffrance restent toutefois provisionnées à hauteur de 62,7%, contre 53,6% au trimestre précédent.

2.3. La chambre de compensation

Les transactions traitées à la chambre de compensation de la Banque Centrale ont baissé en volume entre 2017 et 2018. En effet, le nombre de chèques et demandes de virement présenté à la BCC a atteint 86.468 en 2018 contre 87.468 une année auparavant. En revanche, la valeur de ces transactions a accusé une baisse de 12% passant de 180,3 milliards à 159,3 milliards sur la même période. Toutefois, en variation trimestrielle, la valeur des chèques et virements présentés à la chambre de compensation a crû de 13,8% pour s'établir à 36,5 milliards au quatrième trimestre 2018 contre 32,1 milliards le trimestre précédent.

- **17 989** chèques représentant une valeur totale de 12,2 milliards ont été présentés à la compensation au cours du quatrième trimestre 2018 contre **15 848** chèques d'une valeur de 10,5 milliards un trimestre plus tôt

et après 19 milliards un an avant. Sur ces 17989, **401** chèques pour une valeur de 385 millions ont fait l'objet de rejets au cours du dernier trimestre 2018 contre 400 chèques représentant une valeur de 370 millions au troisième trimestre 2018 et 409 chèques (pour une valeur de 278 millions) au quatrième trimestre 2017.

- **4 673** demandes de virement (représentant 24,3 milliards) sont présentées en compensation durant le dernier trimestre 2018 contre 5 190 demandes de virement présentées sur la même période de 2017. Toutefois, **109** de ces demandes de virements présentées au dernier trimestre 2018 (soit une valeur de 468 millions) ont fait l'objet de rejet contre **79** représentant une valeur de 329 millions le trimestre précédent et 124 représentant une valeur de 422 millions une année auparavant.

Tableau 8 : Chambre de compensation

	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133
2018 T2	17 758	16 403	508	464	5200	35 901	155	2 358
2018 T3	15 848	10 507	400	370	3727	21 594	79	329
2018 T4	17 989	12 202	401	385	4 564	24 336	109	468
2018	68 292	53 497	1 714	1 554	18 176	105 852	664	3 288

Source : BCC ;

* en millions de Francs Comoriens

2.4. Les opérations de change manuel et transferts d'argent

2.4.1. Les transferts d'argent

En variation trimestrielle, les transferts d'argent ont augmenté de 11,6% au quatrième trimestre 2018 pour s'établir à 10,1 milliards contre 9,1 milliards au trimestre précédent et 8,9 milliards au quatrième trimestre 2017. Cette progression se justifie par les envois de fonds de la diaspora plus

particulièrement au mois de décembre pour les festivités de mariages. Parallèlement, les émissions de transferts d'argent via les sociétés spécialisées ont affiché une hausse de 20,2% pour se situer à 2,6 milliards contre 2,2 milliards au troisième trimestre 2018 et 2,8 milliards au quatrième trimestre 2017.

Tableau 9 : Evolution des transferts en millions FC

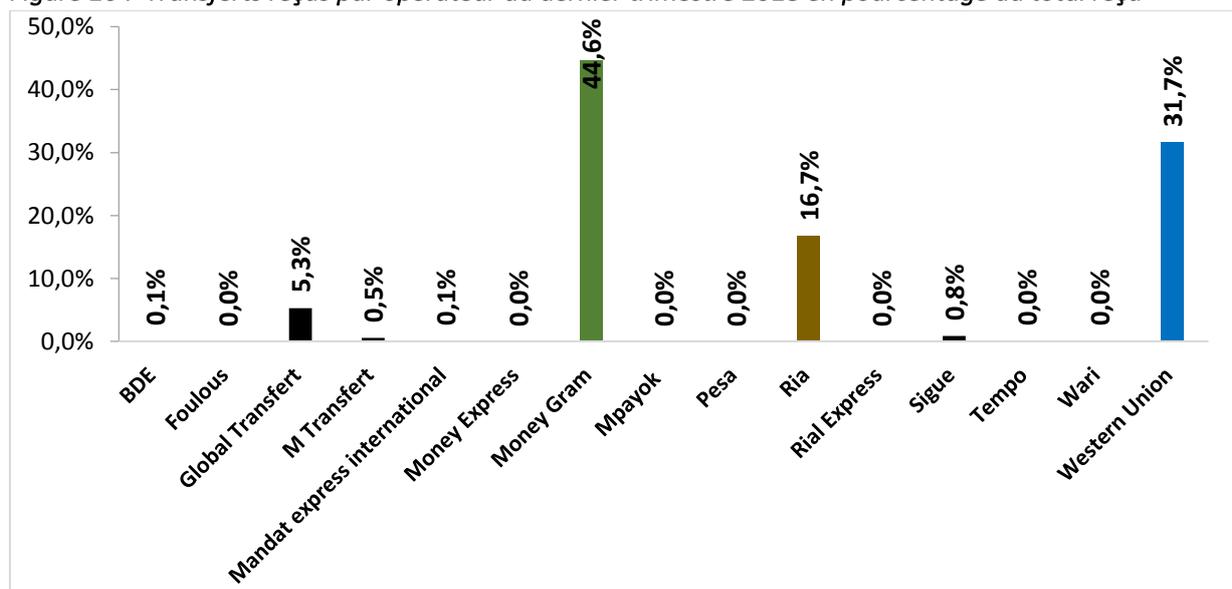
Transferts d'argent	Réceptions	Emissions
Année 2016	22 813	20 458
2017 T1	6 393	1 573
2017 T2	8 393	2 504
2017 T3	9 110	2 387
2017 T4	8 914	2 769
Année 2017	32 810	9 233
2018 T1	8 982	2 478
2018 T2	9 102	2 989
2018 T3	9 054	2 170
2018 T4	10 106	2 608
Année 2018	37 244	10 245

Sources : BEFs, BCC

Dans le marché, Money Gram demeure l'opérateur le plus sollicité pour les envois de fonds aux Comores avec 44,1% des parts dans le total des transferts reçu via les agences.

Suivi de Western Union et Ria, ces derniers détiennent respectivement 31,3% et 17,2% des parts dans les réceptions d'argent à fin décembre 2018.

Figure 16 : Transferts reçus par opérateur au dernier trimestre 2018 en pourcentage du total reçu



Sources : Banques et Etablissements financiers, BCC

2.4.2. Les opérations de change manuel

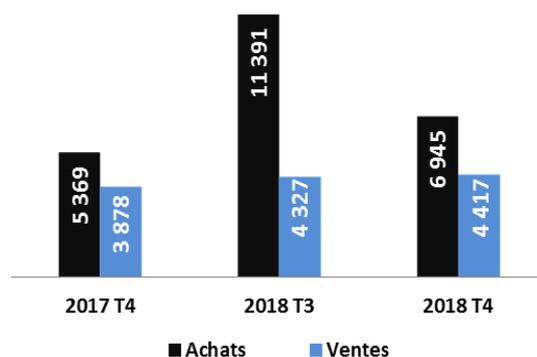
Les achats de devises effectués dans le système bancaire ont enregistré une baisse de 39% entre les deux derniers trimestres 2018 (6,9 milliards contre 11,4 milliards). Toutefois, si l'on compare par rapport à

même période de 2017, on note plutôt une progression de 29%. Par ailleurs, les opérations de vente de devises se sont établies à 4,4 milliards contre 4,3 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 2%.

Evolution des opérations de change manuel en millions FC

Change manuel	Achats	Ventes
2016 T4	5 172	4 824
Année 2016	22 813	20 458
2017 T1	4 859	3 911
2017 T2	3 519	3 906
2017 T3	11 745	5 377
2017 T4	5 369	3 878
Année 2017	25 491	17 072
2018 T1	4 894	4 484
2018T2	3 484	4 042
2018T3	11 391	4 327
2018 T4	6 945	4 417
Année 2018	23 230	17 270

Sources : BEFs, BCC



2.5. Taux d'intérêt et de change

La Banque Centrale continue d'indexer ses opérations sur le taux de marché interbancaire de la BCE (EONIA). Les taux de change sont donnés à titre indicatif sur la

base des cours des principales devises publiés quotidiennement par la banque de France convertis en fonction du taux de change fixe EURO/KMF = 491,96775.

Tableau 10 : Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	JUILLET - 18	AOÛT - 18	SEPTEMBRE - 18	OCTOBRE - 18	NOVEMBRE - 18	DECEMBRE - 18
Taux Nationaux						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,136	1,140	1,139	1,134	1,139	1,141
TAUX DE REMUNERATION						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA - 1,25)*	-1,614	-1,610	-1,611	-1,616	-1,611	-1,609
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-0,489	-0,485	-0,486	-0,491	-0,486	-0,484
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
Taux de change par rapport au Franc comorien à fin de mois (à titre indicatif)						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,126	0,131	0,125	0,124	0,136	0,122
DOLLAR – USD	421,071	491,968	421,992	428,405	432,820	432,069
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,241	12,343	12,278	12,410	12,498	12,567
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,184	0,186	0,185	0,187	0,192	0,187
YUAN- CNY (CHINE)	62,646	62,202	61,553	61,898	62,369	62,728

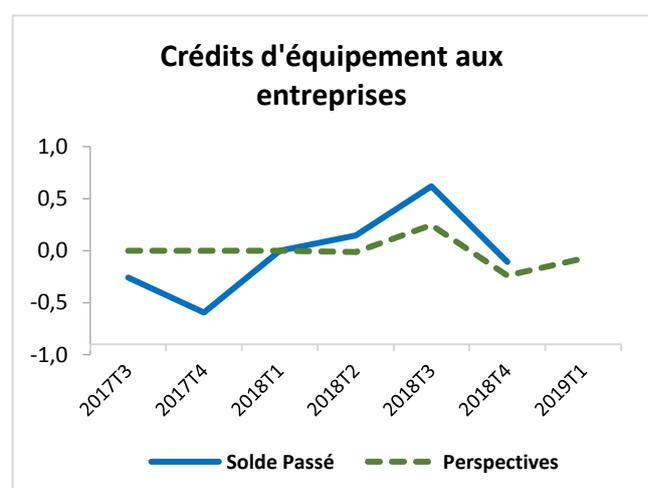
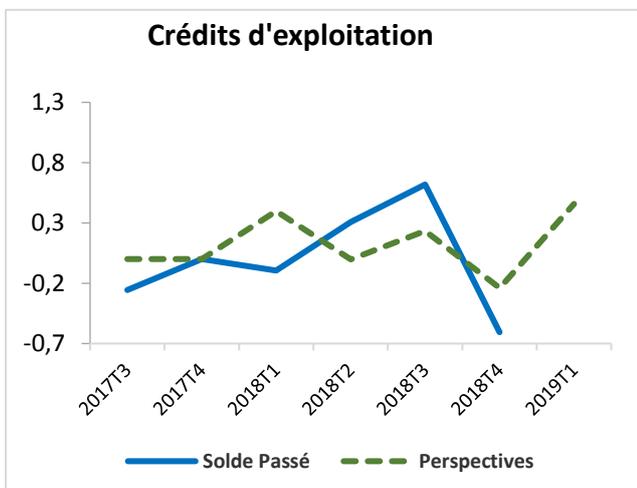
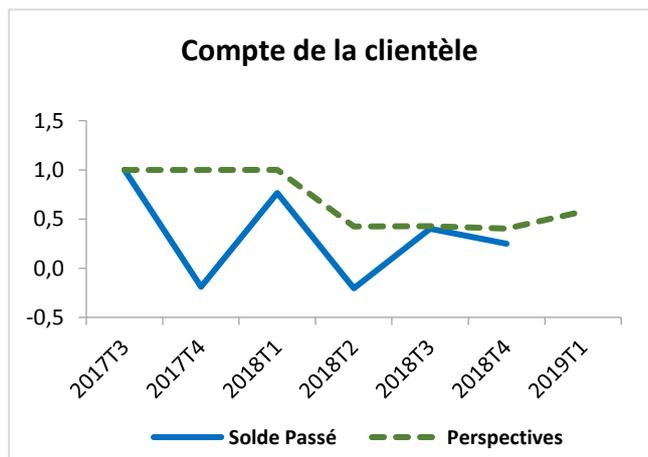
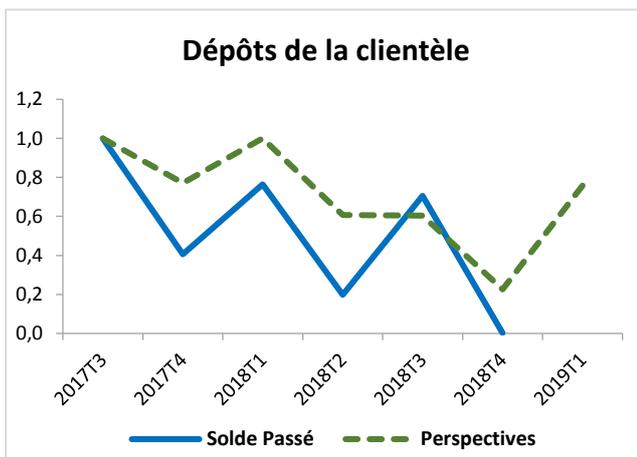
Sources : Banque de France, BCC

III. Evolution des soldes d'opinion

Le dernier trimestre 2018 est marqué par un repli de l'activité dans le système bancaire même si certains indicateurs présentent des améliorations. L'environnement économique s'est dégradé, affichant une détérioration continue du solde d'opinion passant de -0,2 point au troisième trimestre 2018 à -0,3 point au quatrième trimestre avec des perspectives qui ne sont toujours pas favorables pour le premier trimestre 2019 selon les responsables enquêtés.

La collecte de l'épargne par les banques et établissements financiers aurait fortement baissé entre le troisième et le quatrième trimestre 2018 comme l'avait prévu les

responsables des banques et établissements financiers. L'opinion de ces derniers a fait ressortir un solde de 0,002 point au dernier trimestre 2018 contre 0,71 point le trimestre précédent. En outre, le nombre de comptes de dépôts aurait évolué à la baisse par rapport au troisième trimestre affichant un solde d'opinion de 0,2 point contre 0,4 point trois mois auparavant. Par ailleurs, les résultats de l'enquête prévoient une hausse de ces deux indicateurs au premier trimestre 2019 avec des soldes d'opinion qui s'établissent à 0,8 pour la collecte des dépôts et 0,6 point pour l'ouverture des comptes de dépôts.



Source : BCC

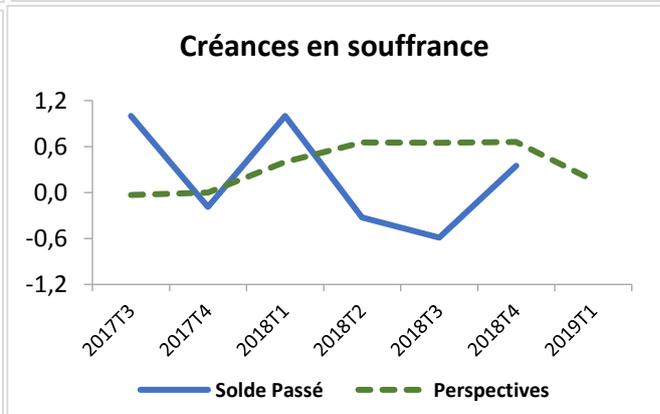
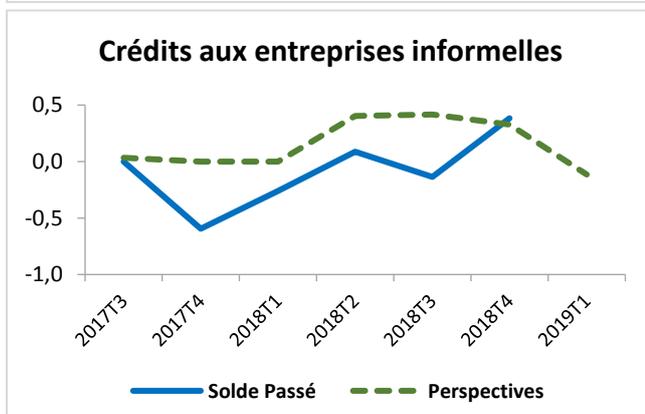
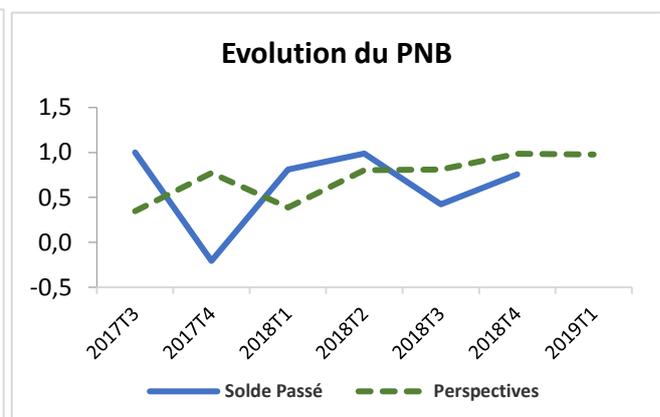
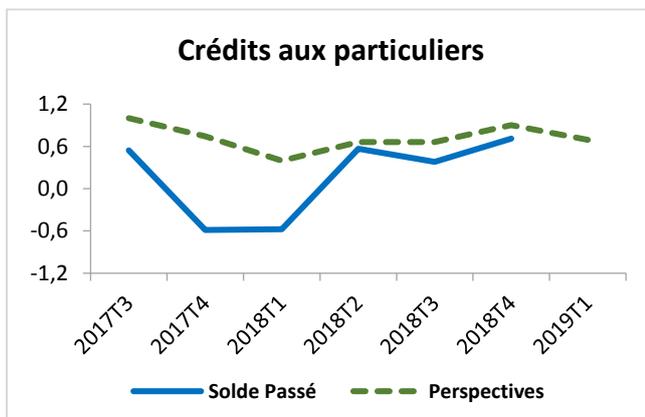
Les crédits accordés aux entreprises pour leur exploitation ont nettement baissé par rapport au troisième trimestre 2018 dépassant les perspectives qui ont été données par les chefs des établissements de crédits à la fin de ce troisième trimestre. En effet, le solde d'opinion affiché pour cet indicateur est de -0,6 point au dernier trimestre 2018 contre 0,6 point le trimestre précédent. Cependant, les dirigeants prévoient une amélioration de cette opinion au premier trimestre 2019.

S'agissant des crédits d'équipement, la même analyse ressort avec un solde d'opinion de -0,1 point au dernier trimestre 2018 après 0,6 point trois mois avant. Une stabilisation de ce taux est prévue par les chefs des établissements de crédit au premier trimestre 2019. En revanche, pour ce qui est des crédits aux particuliers, la tendance est à la hausse

sur la période, faisant passer le solde d'opinion de 0,4 point au troisième trimestre à 0,7 point au dernier trimestre 2018.

Les crédits accordés aux entreprises informelles ont également progressé avec un solde d'opinion passant de -0,14 point à 0,38 point sur la période. Toutefois, les chefs d'établissements de crédits ont prévu une baisse de cet indicateur au premier trimestre 2019. En ce qui concerne, les créances en souffrance, On constate une amélioration des perspectives annoncées au cours du troisième trimestre faisant passer le solde d'opinion de -0,59 à 0,35 point entre le troisième et le quatrième trimestre 2018.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a également affiché une amélioration selon les dirigeants enquêtés sur la période avec un solde d'opinion passant de 0,42 à 0,76 point sur la période avec des bonnes perspectives pour le premier trimestre 2019.



Source : BCC

IV. Note thématique : Séminaire de haut niveau sur l'optimisation du financement de l'économie en Union des Comores

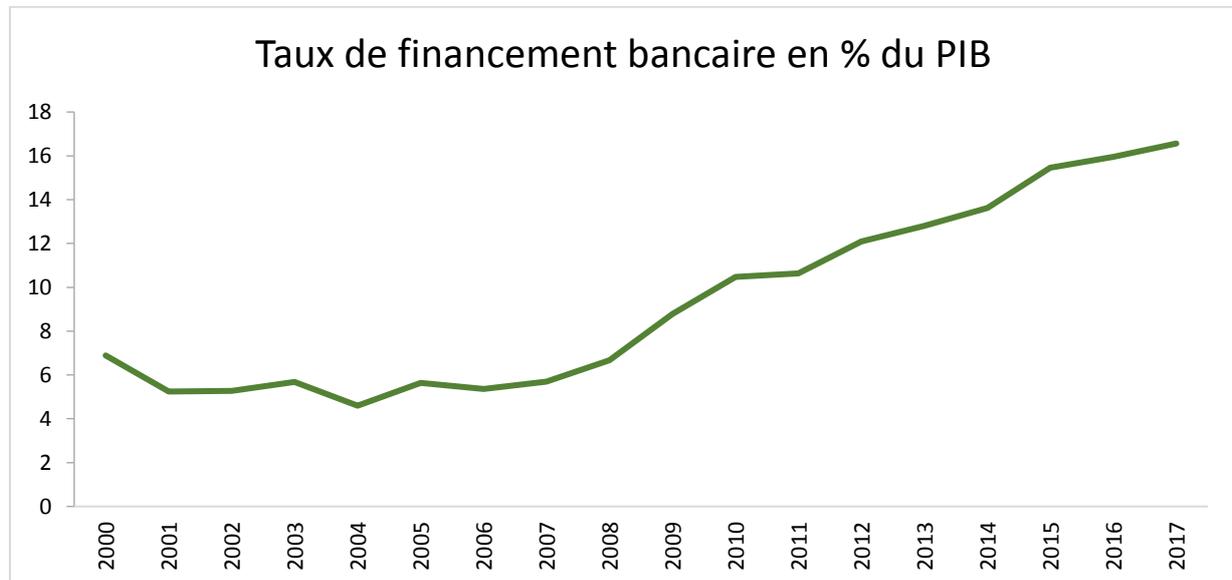
Dans le cadre de l'optimisation du financement de l'économie, un séminaire a été organisé par la Banque Centrale en collaboration avec le ministère des Finances, le ministère de la justice, le Gouvernement, les partenaires au développement (l'APBEF, l'UCCIA, le MODEC, la NOUVELLE OPACO, ANKIBA, l'ANPI, le CGP...) et les responsables des institutions concernées.

Cette rencontre a eu lieu le mercredi 13 février à l'hôtel Retaj, sous la présidence de son excellence Azali Assoumani, président de l'Union des Comores.

1. Contexte

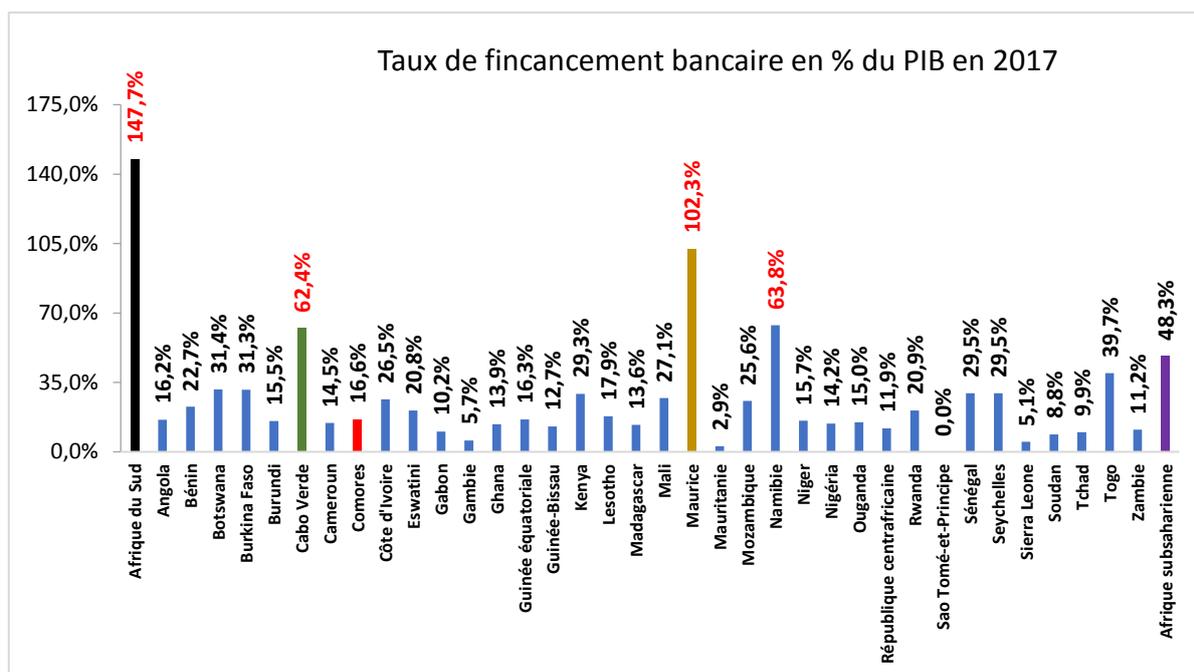
Dans un contexte économique marqué par une reprise de la croissance à l'échelle du continent africain, l'analyse de la croissance économique comorienne à long terme montre une faiblesse structurelle plaçant la croissance à des chiffres inférieurs à 3%.

Cependant, en dépit de cette relance, la dynamique de la croissance aux Comores demeure fragile. Le taux de croissance pour l'année 2018 reste toujours faible (3,7%) après 3,5% en 2017, 2,2% en 2016 et 1,0% en 2015. Ce constat tient en partie aux faiblesses structurelles de notre économie d'une part et de son faible financement d'autre part. Sur ce dernier point, le financement bancaire rapporté au PIB, reste trop faible en Union des Comores malgré l'amélioration enregistrée durant la dernière décennie avec l'ouverture du système financier.



Source : Banque Mondiale, WDI

En comparaison avec les pays de la sous-région, les Comores affichent un taux de financement de 16,6% en 2017 bien inférieur à celui observé dans les petits Etats insulaires comme Maurice (102,3%), Cap Vert (64,2%) ou Seychelles (29,5%) et reste également inférieur à la moyenne africaine qui est de 48,3% du PIB en 2017.



Source : Banque Mondiale, WDI

2. Conclusions du séminaire

Les participants au séminaire ont rappelé leur souhait de relancer le crédit à l'économie, à travers la mise en œuvre des politiques économiques soutenables en facilitant l'accès aux financements. Ils ont réitéré leur volonté de continuer à œuvrer ensemble à la recherche des solutions concrètes répondant d'une part aux besoins des Banques pour réduire le risque crédit et d'autre part aux besoins des acteurs économiques (entreprises et ménages) pour faciliter l'accès au crédit. Des pistes pour la mobilisation d'autres sources de financement de l'économie (intérieure et extérieure) y sont également exposées.

Ils ont cependant relevé une dégradation de la qualité du portefeuille de crédit avec un taux de risque bancaire qui reste très élevé, à plus de 20% des crédits octroyés. Un accent particulier a été mis sur le fait que l'accès au crédit bancaire est souvent cité comme l'une des principales contraintes auxquelles le secteur privé est confronté. Les établissements de crédit hésitant de leur octroyer suffisamment de prêts pour répondre à leur besoin de financement, du fait de l'importance des risques et des insuffisances de couverture en termes de garantie et du climat des affaires. Dans ce contexte, les participants ont souligné la nécessité de poursuivre, pour certains dossiers, les négociations à l'amiable. La Banque Centrale recommande les parties prenantes à reprendre les négociations et se propose même de jouer la médiation. A cet effet, il est recommandé la mise en place d'un médiateur des créances douteuses, chargé de trouver un compromis entre les débiteurs et les établissements de crédit. Les Conseils d'Administration des Etablissements de Crédit devront se prononcer pour la mise en place de ce médiateur.

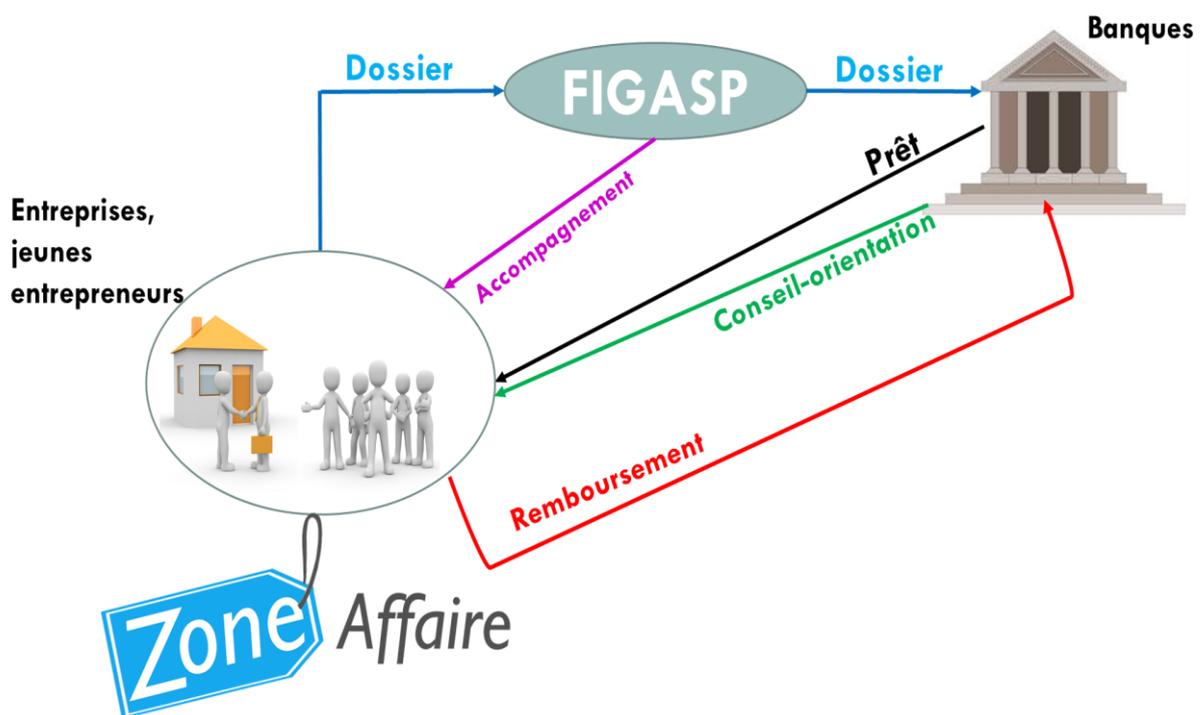
Par ailleurs, en lien avec les problématiques de mobilisation des ressources intérieures et extérieures, les participants ont également échangé sur l'importance de renforcer la lutte contre les flux financiers illicites et le financement du terrorisme via la coopération financière internationale et la mise en œuvre de dispositifs adaptés, avec le concours de l'Etat, de la Banque Centrale, du secteur bancaire et des organismes régionaux de type GAFI.

3. Stratégie d'optimisation du financement de l'économie : quelques pistes

Les participants se sont tous mis d'accord sur une stratégie commune d'optimisation du financement dont les axes majeurs sont les suivants :

- Mobiliser l'épargne de la diaspora à travers des produits à moyen et long terme via des mécanismes comme la bi-bancarisation. Sur ce point précis, la BCC et ses partenaires dont la Banque mondiale travaillent ensemble en vue de permettre aux comoriens résidents en France de pouvoir investir aux Comores ;
- Mettre en place des instruments de garantie afin de permettre aux porteurs de projet, notamment les jeunes de pouvoir accéder facilement aux crédits et encourager la mise en place de structure d'accompagnement aux PME

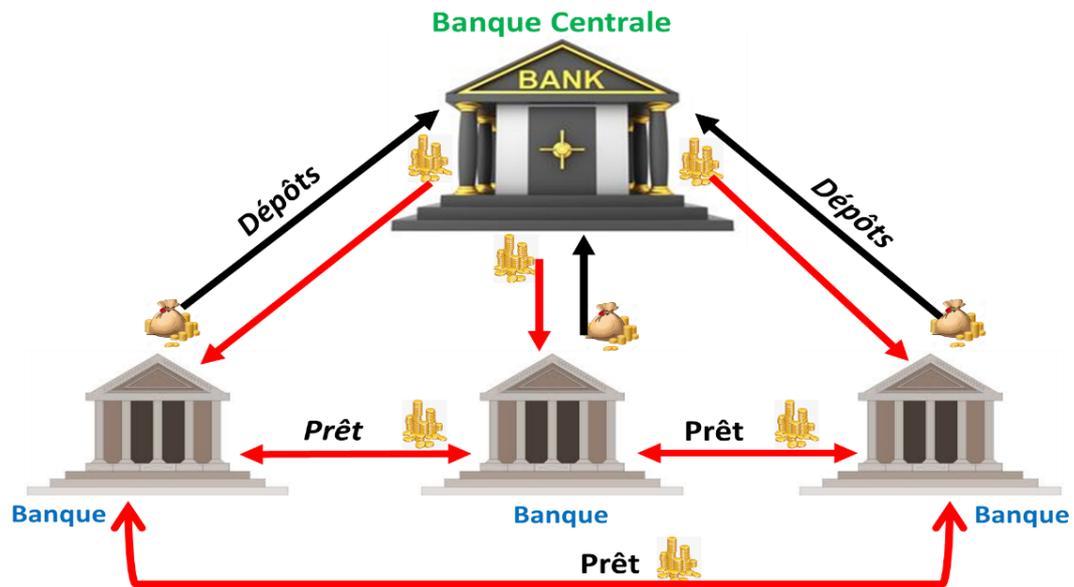
Illustration : Dispositif opérationnel du fond de garantie



- Etudier la possibilité de mettre en place des structures soit de recouvrement ou de défaisance pour résoudre le cas des créances douteuses ; et faire évoluer les textes pour mettre en place des procédures simplifiées de recouvrement de créances et voies d'exécution
- Favoriser la culture de concertation et de partenariat entre le public et le privé ;
- Moderniser le Système national de paiements, en développant la monnaie électronique pour ainsi permettre une gestion optimale de la circulation fiduciaire, améliorant de fait la bancarisation ;
- Développer de nouveaux instruments de financement comme le projet sur la finance Islamique en relation avec la Banque Islamique ou la promotion du Crédit-Bail à travers la mise en place du registre des mobilités de suretés ;

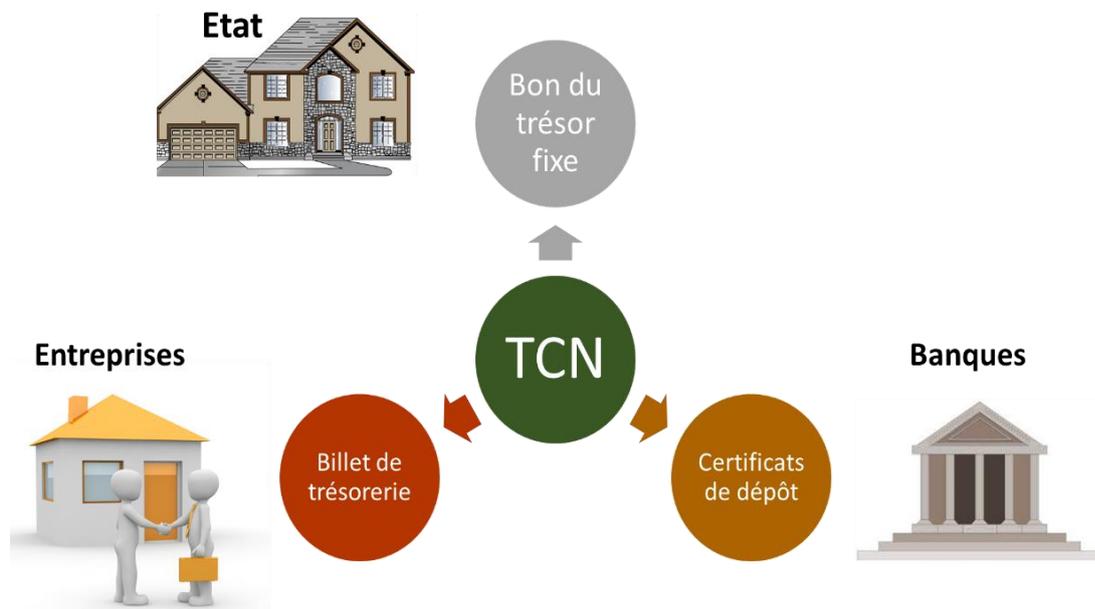
- Moderniser la politique monétaire à travers la création d'un marché monétaire avec des injections et des ponctions de liquidité via des instruments comme les bons du Trésor et activer la fonction de prêteur en dernier ressort de la BCC ;

1. Marché Interbancaire



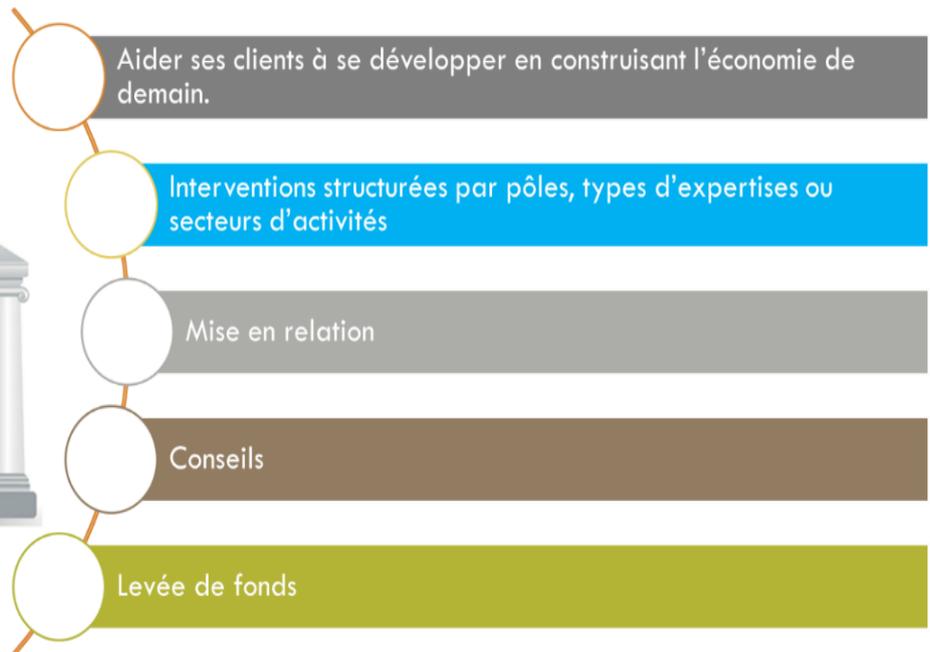
L'objectif de ce marché est de permettre aux banques d'équilibrer entre elle leurs déficits ou excédents et répondre à la demande des clients concernant leurs emprunts et retraits.

2. Marché de titres négociables



L'objectif de ce marché de titre négociable serait d'offrir à tous les opérateurs économiques la possibilité d'accéder aux marchés de capitaux pour émettre des instruments financiers.

- Permettre l'installation des banques d'investissement ou d'affaires pour compléter les chaînons manquants du paysage bancaire comorien



Méthodologie des enquêtes d'opinion

Descriptifs

Chaque trimestre, la BCC réalise une enquête qualitative auprès des dirigeants de tous les établissements de crédit agréés en union des Comores. Cette enquête vise à appréhender les évolutions d'un certain nombre d'indicateurs économiques et financiers, ce qui présente un grand intérêt dans la mesure où elle permet de déceler plus rapidement les retournements de l'activité bancaire. Les Dirigeants des établissements de crédit retournent dument rempli le formulaire de l'enquête par voie électronique ou par courrier.

Saisie

Les réponses sont saisies après contrôle dans un tableur Excel et les calculs sont effectués par étapes.

Pondération des résultats bruts

Etant donné que les établissements de crédit n'ont pas la même influence sur l'activité bancaire, à cause d'une différence de taille ou d'importance, on ne peut dégager la tendance de l'activité bancaire par une simple addition des réponses individuelles. A cet effet, la réponse de l'établissement est pondérée par le total bilan de l'établissement qui reflète l'importance de l'établissement dans le secteur financier.

Soldes d'opinion

Chaque question peut avoir une des trois réponses suivantes : Hausse, Inchangé ou Baisse ou bien Positive, Stable ou Négative. Le solde est la différence entre le pourcentage de réponses positives (Hausse) et le pourcentage de réponses négatives (Baisse). Il est calculé comme suit : $\text{Solde} = \% \text{ « + »} - \% \text{ « - »}$.

Solde passé et perspectives

Le solde passé représente le solde d'opinion des réponses obtenues par les dirigeants des BEF et retrace les évolutions constatées du trimestre en cours alors que les perspectives expriment le solde d'opinion issu des prévisions des évolutions futures du secteur enquêté.

Interprétation du solde d'opinion

La variation de l'activité s'explique par la comparaison des opinions positives et des opinions négatives pondérées. La tendance de l'activité est expliquée par les soldes (positifs ou négatifs). Le solde positif doit être interprété comme la dominance des opinions positives.

Annexes :

A1 : CLASSEMENT DES PARTENAIRES AU QUATRIEME TRIMESTRE 2018	I
A2 : MASSE MONETAIRES ET SES CONTREPARTIES EN MILLIARDS FC	II
A3 : CHAMBRE DE COMPENSATION	III
A4 : LES OPERATIONS DE CHANGE MANUEL EN MILLIONS FC.....	IV
A5 : PRINCIPAUX TAUX D'INTERET	V
A6 : LES COURS DE CHANGE DE QUELQUES DEVICES PAR RAPPORT AU FRANC COMORIEN	VI

A1 : Classement des partenaires au quatrième trimestre 2018

Rang	Code Pays	Provenance des importations	Part dans le total	Rang	Destination des exportations	Part dans le total
1		Emirats Arabes Unis	34,391%	1	Inde	31,350%
2		Pakistan	13,114%	2	France	26,662%
3		France	11,476%	3	Allemagne	21,337%
4		Chine	9,071%	4	Canada	5,930%
5		Japon	4,899%	5	Singapour	3,090%
6		Madagascar	4,225%	6	Etats-Unis	2,472%
7		Inde	3,175%	7	Emirats Arabes Unis	2,331%
8		Turquie	2,301%	8	Pays-Bas	2,238%
9		Malaisie	1,930%	9	Madagascar	1,130%
10		Maurice	1,710%	10	Espagne	0,618%
11		Belgique	1,590%	11	Malaisie	0,618%
12		Espagne	1,395%	12	Pakistan	0,618%
13		Viet Nam	1,091%	13	Lituanie	0,562%
14		Afrique Du Sud	1,051%	14	Italie	0,309%
15		Italie	1,038%	15	Chine	0,309%
16		Tanzanie, République-Unie De	0,989%	16	Japon	0,183%
17		Indonésie	0,661%	17	Grèce	0,169%
18		Arabie Saoudite	0,604%	18	République populaire de Corée	0,070%
19		Maroc	0,591%	19	Tanzanie, République-Unie De	0,001%
20		Thaïlande	0,543%	20	Réunion	0,001%

Source : BCC

A2 : Masse monétaires et ses contreparties en milliards FC

Contreparties	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Avoirs extérieurs nets	77,7	78,3	76,8	73,6	69,8	67,7	68,1	72,4	78,0	79,1	80,6	78,5	81,0
BCC	76,2	76,7	75,9	73,7	69,8	66,5	65,4	68,7	71,3	73,0	73,7	72,2	76,0
BEF	1,5	1,6	0,9	-0,1	-0,0	1,3	2,6	3,7	6,7	6,1	7,0	6,3	4,9
Crédit intérieur	85,5	86,8	88,2	88,6	89,5	94,5	95,4	95,0	91,5	90,5	88,3	89,4	89,7
Créances nettes à l'Etat	5,9	7,0	8,0	7,3	7,3	9,5	10,9	10,7	10,3	9,7	8,3	9,8	9,5
Créances brutes	18,4	18,2	17,9	17,6	17,4	16,8	17,8	17,5	17,2	16,9	16,8	16,8	16,6
Dépôts	12,5	11,2	10,0	10,2	10,2	7,2	7,0	6,8	6,9	7,2	8,5	7,0	7,1
Crédits à l'économie	79,5	79,8	80,2	81,3	82,2	85,0	84,6	84,3	81,2	80,8	80,0	79,7	80,2
Secteur public	2,3	2,1	2,0	2,4	2,3	3,8	3,5	3,4	3,1	2,7	2,5	2,3	2,0
Secteur privé	77,2	77,7	78,2	78,9	79,9	81,2	81,0	81,0	78,1	78,1	77,6	77,4	78,1
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Autres postes nets	-35,5	-34,9	-36,2	-34,4	-32,7	-32,8	-33,4	-33,5	-33,5	-33,2	-33,7	-32,1	-32,2
Contreparties	127,7	130,1	128,8	127,8	126,6	129,4	130,1	133,8	136,0	136,3	135,2	135,8	138,5
M2 au sens large	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Moyens de paiements	85,9	87,8	86,1	85,0	83,2	83,8	85,6	89,4	90,8	91,3	89,7	90,4	92,8
CF* hors BEF	32,9	31,8	31,2	30,9	31,4	30,5	32,7	36,0	36,5	35,7	34,8	35,2	35,9
Dépôts à vue	53,0	56,0	54,9	54,1	51,7	53,3	53,0	53,4	54,4	55,6	54,9	55,2	56,9
BCC	3,0	2,8	3,9	3,8	2,6	2,2	2,2	1,4	1,2	1,5	0,8	1,2	2,6
BEF	50,0	53,2	51,1	50,4	49,1	51,1	50,7	52,0	53,1	54,1	54,0	53,9	54,3
Epargne Liquide	41,8	42,3	42,6	42,8	43,4	45,6	44,5	44,4	45,1	45,1	45,6	45,4	45,7
Dépôts d'épargne	41,8	42,3	42,6	42,8	43,4	45,6	44,5	44,4	45,1	45,1	45,6	45,4	45,7
Masse Monétaire	127,7	130,1	128,8	127,8	126,6	129,4	130,1	133,8	136,0	136,3	135,2	135,8	138,5

Source : BCC

A3 : Chambre de compensation

Période	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2014 T4	14 601	14 418	379	388	2 241	12 861	22	30
2014								
2015 T1	13 762	12 855	332	282	2 392	11 875	53	33
2015 T2	13 356	12 818	299	285	2 821	13 473	37	28
2015 T4	12 468	13 735	320	312	3 055	13 745	58	38
2015 T4	13 558	12 972	250	261	3 148	17 100	49	190
2015								
2016 T1	13 172	10 080	251	171	3 004	13 790	50	84
2016 T2	15 708	14 694	358	330	3 210	15 023	68	439
2016 T3	16 779	14 842	381	553	3 159	17 780	65	275
2016 T4	18 089	15 616	367	360	3 962	20 570	78	686
2016	63 748	57 232	1 357	1 414	13 335	67 163	261	1 484
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133
2018 T2	17 758	16 403	508	464	5200	35 901	155	2 358
2018 T3	15 848	10 507	400	370	3727	21 594	79	329
2018 T4	17 989	12 202	401	385	4 564	24336	109	468
2018	68 292	53 497	1 714	1 554	18 176	105 852	664	3 288

Source : BCC, * : en millions FC

A4 : Les opérations de change manuel en millions FC

Change manuel	ACHATS						VENTES					
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Janvier	2 565	4 261	3 224	2 384	2 259	2 305	1 630	845	1 649	1 734	1 022	1 145
Février	2 197	1 812	2 688	1 502	1 380	1 607	1 652	1 069	1 827	1 584	940	1 556
Mars	1 968	1 702	2 382	1 969	1 430	983	1 899	1 364	2 474	2 815	1 107	1 836
Avril	2 156	1 545	1 726	642	1 088	718	1 989	1 454	2 422	1 100	1 328	1 504
Mai	2 005	1 969	1 606	768	922	995	1 495	1 808	2 028	1 791	1 034	1 449
Juin	2 038	1 821	1 984	997	1 215	1 771	1 332	1 405	1 870	882	1 006	1 089
Juillet	3 596	2 961	3 594	3 033	4 200	6 121	1 429	1 209	1 710	1 388	1 475	1 115
Août	5 259	5 760	5 302	4 665	4 641	4 097	1 192	1 957	1 711	2 284	1 682	1 364
Septembre	3 611	2 199	1 666	1 680	1 430	1 626	2 054	1 910	2 148	2 056	1 171	1 357
Octobre	1 548	1 689	1 792	1 675	1 218	1 328	1 028	2 284	1 985	1 939	1 047	1 517
Novembre	1 523	1 779	1 762	1 716	1 234	1 496	828	1 691	1 591	1 540	1 184	1 510
Décembre	3 354	4 048	2 578	1 780	2 119	4 121	730	1 182	2 118	1 345	1 005	1 390
TOTAL	31 819	31 546	30 303	22 813	23 136	27 700	17 256	18 177	23 534	20 458	14 002	16 978

Source : BCC

A5 : Principaux taux d'intérêt

2018	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aut	Sep	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	1,139	1,135	1,137	1,135	1,137	1,139	1,136	1,140	1,139	1,134	1,139	1,141
Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)*	-0,486	-0,490	-0,488	-0,490	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48
Dépôts des BEF soumises Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	-0,486	-0,490	-0,488	-0,490	-0,488	-0,486	-0,489	-0,48	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48
-Réserves obligatoires (EONIA - 1,25)	-1,611	-1,615	-1,613	-1,615	-1,613	-1,611	-1,614	-1,61	-1,61	-1,62	-1,61	-1,61
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	1,139	1,135	1,137	1,135	1,14	1,14	1,14	1,14	1,14	1,13	1,14	1,14
Comptes sur livret	1,750	1,750	1,750	1,750	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
Taux débiteurs	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14
EONIA	-0,361	-0,365	-0,363	-0,365	-0,363	-0,361	-0,364	-0,360	-0,361	-0,366	-0,361	-0,359
Prêt Marginal	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250
EURIBOR 1 mois	-0,369	-0,370	-0,371	-0,372	-0,371	-0,370	-0,370	-0,370	-0,371	-0,370	-0,369	-0,367
EURIBOR 6 mois	-0,274	-0,275	-0,271	-0,270	-0,270	-0,268	-0,269	-0,267	-0,268	-0,264	-0,257	-0,241
EURIBOR 12 mois	-0,189	-0,191	-0,191	-0,190	-0,188	-0,182	-0,180	-0,169	-0,166	-0,154	-0,147	-0,128

* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0] %. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%.

Source : BCC

A6 : Les cours de change de quelques devises par rapport au Franc comorien

Période	USD	JPY	GBP	CHF	CAD	ZAR	CNY	SAR	TZS	MGA	MUR	AED
	Etats-unis	Japon	Angleterre	Suisse	Canada	Afrique du Sud	Chine	Arabie Saoudite	Tanzanie	Madagascar	Maurice	Emirats Arabes Unis
Sept-17	412,931	3,730	550,031	428,930	336,090	31,388	62,867	110,109	0,184	0,138	12,334	112,417
Oct-17	418,494	3,705	552,292	426,021	332,381	30,525	63,139	111,588	0,186	0,136	12,254	113,938
Nov-17	419,511	3,717	554,157	422,769	328,730	29,775	63,336	111,688	0,184	0,131	12,291	114,047
Déc-17	415,659	3,680	557,296	420,627	325,566	31,699	63,036	110,850	0,185	0,129	12,283	113,189
Janv-18	403,340	3,637	556,981	419,674	324,405	33,033	62,753	107,538	0,180	0,124	12,225	109,809
Févr-18	398,422	3,690	556,393	426,147	316,886	33,682	63,013	106,285	0,177	0,126	12,124	108,528
Mars-18	398,810	3,760	557,276	421,060	308,588	33,648	63,089	106,328	0,177	0,128	11,944	108,591
Avr-18	400,700	3,723	564,168	413,804	314,911	33,074	63,596	106,941	0,177	0,125	11,780	109,198
Mai-18	416,537	3,797	560,802	417,724	323,744	33,206	65,345	111,137	0,183	0,128	12,014	113,483
Juin-18	421,290	3,828	559,790	425,507	321,004	31,708	65,158	112,340	0,185	0,126	12,187	114,710
Juil-18	421,071	3,777	554,447	423,331	320,416	31,448	62,653	112,314	0,185	0,126	12,242	114,684
Août-18	426,026	3,838	548,547	431,087	326,629	30,253	62,205	113,548	0,186	0,132	12,344	115,944
Sept-18	421,992	3,769	551,045	435,926	323,444	28,570	59,894	112,486	0,185	0,125	12,278	114,860
Oct-18	428,405	3,796	557,321	431,052	329,510	29,532	61,898	114,204	0,187	0,124	12,410	116,621
Nov-18	432,820	3,820	558,341	432,431	328,021	30,735	62,370	115,438	0,192	0,136	12,498	117,826
Déc-18	432,069	3,851	547,857	435,577	321,607	30,317	62,729	115,289	0,188	0,122	12,568	117,722

Sources : Banque de France, BCC